

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 4 (1119) 24 janvier 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

6

Services publics : concertation bidon



Le 15 décembre 70.000 agents des services publics manifestaient (sur la photo : le personnel de la société des trams et des bus bruxellois). Ceux qui pensent que ce mouvement est mort, se trompent.

2 - 3

**Réfugiés : la politique
de déportation
clouée au pilori**

10 - 11

**Schaerbeek :
"l'erreur de jeunesse"
de Rambo De Mol**

13

**Tchéchénie :
la terreur d' Eltsine et
de Doudaev**



Un réquisitoire mordant contre la politique européenne en matière d'asile

Marianne Martin, Norbert Van Overloop

“Rentre le linge”. C’est le titre du nouveau livre de Chris De Stoop (en néerlandais). Son ouvrage précédent, “Elles sont si gentilles, monsieur”, parlait de la traite des femmes. Il fut à l’origine de la mise en place d’une commission d’enquête parlementaire. Cette fois, Chris De Stoop nous parle de la façon honteuse dont on traite les réfugiés. Il incrimine particulièrement la politique de déportations forcées.

Pas un roman d’horreur, mais une histoire vécue

Déportations par avions C-130 : les fascistes le demandaient, le gouvernement l’a fait

En 1993 et en 1994, l’Europe a déporté 200.000 personnes. En trois ans, l’Allemagne a multiplié le nombre de ses déportés par six. Ils sont passés de 15.000 en 1990 à 99.349 en 1993. La Belgique non plus ne ménage pas ses efforts. Comme le Vlaams Blok l’exigeait dans son “programme en 70 points”, un C-130 a été affrété pour extradier des Somaliens. Paula D’Hondt, ancien commissaire royal à l’immigration, a parlé de «roman d’horreur».

Dans son livre, Chris De Stoop révèle la façon dont cinq réfugiés somaliens, des hommes et des femmes, furent embarqués à bord d’un C-130 au milieu de la nuit, en direction de la Somalie. Un vol terrifiant, vers une région en pleine guerre. L’ordre émanait directement du ministère de l’Intérieur, contrôlé à l’époque par Tobback (SP). Cela ne s’était jamais passé, ni en Belgique, ni ailleurs en Europe. Un premier atterrissage à Mogadiscio, la capitale somalienne, fut sans résultat, car il n’y avait personne à l’aéroport pour prendre en charge les déportés. L’avion repart donc, en direction de Nairobi, au Kenya, où les trois gendarmes accompagnateurs et l’équipage séjourneront à l’hôtel. Quelques jours plus tard, ils effectuent une nouvelle tentative. Mais juste avant le décollage, un représentant du Haut Commissariat pour les Réfugiés auprès des Nations unies monte à bord de l’avion. Il est furieux : «Vous ne pouvez pas partir. C’est illégal. Vous n’avez pas le droit de déporter des gens vers un pays en guerre». Rien n’y fait, le pilote



Le dernier livre de Chris De Stoop est un ardent plaidoyer contre la politique belge de déportation des réfugiés.

décolle malgré tout. Il reçoit ses ordre de Bruxelles. Cette fois-ci, l’accueil est prévu à Mogadiscio : des “casques bleus” égyptiens les y attendent. Ils interrogent les extradés puis les emmènent au local de la Croix Rouge. Personne ne sait ce qu’ils sont ensuite devenus.

Vande Lanotte finance les filières

L’actuel ministre socialiste de l’Intérieur, Vande Lanotte, s’en prend systématiquement aux “filières” qui, contre paiement,

emmènent des candidats réfugiés en Belgique. Mais il apparaît maintenant qu’il fait lui-même appel à une société privée pour rapatrier les réfugiés contre espèces sonnantes et trébuchantes ! Depuis 1994, la Belgique fait appel à l’entreprise Budd, qui a un bureau à Abidjan, en Côte d’Ivoire. Pour son dirigeant, James T. Budd, l’avenir de la déportation réside dans le secteur privé. Son entreprise se charge de la déportation de tous les Africains depuis la Belgique. En effet, la gendarmerie refuse d’encore assurer les transports vers Kinshasa, où la sécurité

de ses agents ne serait pas garantie. Pour les déportés, pas de problème de sécurité apparemment... Ils sont débarqués à Abidjan, où Budd les prend en charge jusqu’au Zaïre, pour 5.000 francs par tête. Budd “accueille” aussi des ressortissants du Liberia, où règne une guerre civile meurtrière. Depuis Abidjan, il les conduit où il peut, c’est-à-dire, très souvent, dans un camp de réfugiés de l’un des pays voisins. A moins qu’ils ne soient simplement enfermés dans une cellule. Mais ce n’est évidemment plus le problème de Vande Lanotte : il a payé et a donc la

conscience tranquille...

Qu’ils sont beaux ces “socialistes”...

Le Vlaams Blok et le Front National ont tous deux félicité Vande Lanotte pour sa politique en matière de réfugiés. Maintenant, le Blok peut s’en prendre à l’attitude hypocrite de Tobback : «Quand notre parti a proposé, en 1992, dans son programme en 70 points, d’organiser le rapatriement des illégaux au moyens d’avions C-130, le ministre Tobback s’est mis en colère. Maintenant, il apparaît qu’il a, lui-même, ordonné au moins une fois le renvoi de Somaliens par des avions Hercules de l’armée» (1).

Voilà bien le SP : s’en prendre, pour la forme, au programme des fascistes, mais l’appliquer en secret. Quant à Vande Lanotte, il estime que “tout baigne” : «D’accord, “C-130” c’est un mot lourd de significations, mais au fond, peu importe que ces gens repartent en vélo ou en avion vers leur pays d’origine. Ce qui importe, c’est que la procédure de demande d’asile soit achevée et que nous respections tous les droits» (1). Quels droits ont donc été respectés ? Aucun ! Vande Lanotte le sait bien. Par sa politique et celle de son prédécesseur Tobback, les réfugiés n’ont plus aucun droit. Et toute politique de déportation conduit, invariablement, à de telles situations inadmissibles.

(1) De Morgen, 18/1.

Tobback et Vande Lanotte devant la commission déontologique ?

C’est en tout cas ce que voudrait Paul Pataer, sénateur honoraire du SP et membre du Conseil d’administration de la Ligue des droits de l’homme.

Les récits du nouveau livre de Chris De Stoop l’ont terrifié. Lors d’un entretien téléphonique, il

nous a confié : «Ce qui me choque le plus, c’est qu’on s’en prenne sans cesse aux filières qui conduisent les réfugiés chez nous.

Et maintenant, il apparaît que les pouvoirs publics eux-mêmes engagent des firmes privées et leur permet de gagner gros en extradant

ces personnes. Qui plus est, le livre de De Stoop montre que ces firmes ne se soucient guère des droits de ces gens.

Après le précédent livre de De Stoop, où il expliquait comment des jeunes filles du tiers monde étaient contraintes à la prostitu-

tion par des gangsters sans scrupules, une commission d’enquête parlementaire avait été instituée. Il en faudra une cette fois encore. Les faits révélés sont au moins aussi graves. Il faut dénoncer les responsables.

De plus, Tobback et Vande

Lanotte doivent comparaître devant la commission déontologique du SP.

Si les faits s’avèrent exacts, la commission devra en tirer les conclusions politiques qui s’imposent, si Tobback et Vande Lanotte ne le font pas eux-mêmes».



L'incendie criminel dans le centre pour réfugiés de Lübeck est la suite directe de la politique allemande en matière d'asile, modèle de notre ministre SP Vande Lanotte.

Les centres d'hébergement : cibles faciles pour les fascistes

Dix demandeurs d'asile morts à Lübeck (Allemagne)

Au moins dix personnes dont quatre enfants ont péri et trente-cinq autres ont été blessées dans l'incendie qui a dévasté, dans la nuit du 17 au 18 janvier, un centre d'hébergement pour demandeurs d'asile à Lübeck. Il s'agit de l'attentat raciste le plus important perpétré en Allemagne depuis la guerre. Cet attentat a suscité l'indignation générale. Dès lors, les autorités allemandes veulent à tout prix nier qu'il est le fait de fascistes allemands. L'interpellation d'un prétendu suspect libanais repose sur peu de chose. En effet, les enquêteurs ont été mis sur la piste de cet homme qui aurait déclaré à un pompier : «Nous l'avons fait.» Le Libanais plaide pourtant son innocence... Les survivants du centre d'hébergement, interrogés par la télévision allemande, ne voulaient pas croire à cette arrestation. Le père du suspect déclare son fils innocent. Des voisins expliquent au contraire que cet homme les a aidés à sortir de l'incendie : «Comment cet homme peut-il avoir bouté le feu et ensuite nous avoir aidés à sortir ? Cela ne tient pas debout.» (1)

Dans toute l'Allemagne, des manifestations de protestation ont eut

lieu. A Lübeck même, des centaines de personnes se sont présentées à l'Hôtel de ville pour proposer des dons et des lieux d'hébergement. Un millier d'autres se sont rassemblées sur les lieux du drame avec des bougies et des gerbes de fleurs. Le lendemain encore, une manifestation a rassemblé 4.000 personnes. A Berlin, 1.500 manifestants ont participé à un cortège funèbre à la mémoire des victimes. Le bourgmestre de la ville de Lübeck a appelé les citoyens à une désobéissance civile contre ce qu'il a appelé «la politique inhumaine d'asile». Le bourgmestre Bouteiller veut que non seulement les habitants de Lübeck mais toute l'Allemagne luttent contre l'expulsion des demandeurs d'asile (1).

Le gouvernement allemand mène la guerre la plus vigoureuse en Europe contre les demandeurs d'asile. Les expulsions sont passées de 15.000 en 1990 à 100.000 en 1993. Dans les années cinquante à septante, l'Allemagne réclamait une plus grande ouverture des frontières pour faire éclater les pays de l'Est. Depuis, elle est devenue le moteur de la construction de la forteresse Europe en impulsant notamment la conven-

tion d'application de Schengen et en fédéralisant sous sa direction l'Europe des polices, concrétisée dans la convention Europol signée par les quinze gouvernements de l'Union européenne.

La politique allemande contre les demandeurs d'asile donne des armes aux groupes nazis et les pousse à des actes criminels odieux. C'est notamment la concentration des demandeurs d'asile dans des foyers qui les désigne comme des cibles faciles pour les nazis. C'est aussi cette concentration dans des habitations délabrées qui provoque des accidents (2).

Lorsque les demandeurs d'asile ont le libre choix de leur résidence et peuvent vivre parmi la population, de tels attentats sont plus difficiles. Notre ministre socialiste projette, sur base de ce modèle allemand, d'obliger les demandeurs d'asile à séjourner obligatoirement dans des centres d'accueil. La fermeture des frontières et ces mesures concentrationnaires augmentent le racisme en séparant les demandeurs d'asile de la population.

1. De Morgen, 22 janvier 1996. 2. Junge Welt, 22 janvier 1996.

Le choix des réfugiés : l'Elise D. ou le charter

Le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte a décidé de renvoyer les quatre rescapés du bateau Elise D., arrivés à Anvers la veille de Noël. Le Conseil d'Etat n'a pas encore pris de décision et l'Office des Etrangers n'a pas encore répondu à la demande de régularisation de séjour pour raisons humanitaires. Pourtant, l'Office des Etrangers prépare le retour en catimini des quatre clandestins par tous les moyens : à bord de l'Elise D. ou par avion...

Au moment où vous lirez ces

lignes, personne ne saura ce qu'est devenu le jeune clandestin de 14 ans débarqué à Anvers. L'Office des Etrangers a décidé de le rapatrier par avion le plus rapidement possible. Vendredi, 19 janvier, un représentant de l'Office des Etrangers est venu lui dire qu'on allait le mettre dans un avion qui partait l'après-midi même pour Accra (Ghana). C'était faux, mais l'enfant s'est mis à trembler et à se rouler par terre de désespoir.

Le désespoir de cet enfant doit être jeté à la face de notre ministre

socialiste. Lui et son gouvernement ont choisi froidement le camp des affameurs du tiers monde. Ils ont choisi de condamner à mort le jeune clandestin de l'Elise D. Le même jour, l'autre réfugié ghanéen était emmené jusqu'à l'avion qui devait décoller pour Accra et ensuite ramené sans explication au centre 127 bis de Steenockerzeel.

Et ce n'est pas tout. Vande Lanotte veut aussi remettre les autres rescapés à bord de l'Elise D. lorsque celui-ci fera à nouveau

Une muselière pour les déportés...

Le bureau d'étude TNO a été chargé par le gouvernement hollandais de mettre au point une "muselière" pour déportés ! Les autorités des Pays-Bas ont pris cette décision après avoir appris qu'un déporté roumain, Constantin Rudaru, avait subi de graves dommages au cerveau. L'homme avait failli mourir étouffé, lorsque la gendarmerie hollandaise lui avait fermé la bouche avec de la toile isolante. Cette "muselière" a pour but d'empêcher l'homme de «mordre, cracher et crier». On a d'abord pensé à un sac en plastique muni de trous et d'une sorte de rigole, afin de permettre l'évacuation de la salive. Mais le projet a été rejeté parce qu'il ne résolvait pas «le problème le plus grave» : les cris du déporté. En Angleterre aussi, le port d'une muselière fut conseillé après la mort de la Jamaïcaine Joy Gardner. Elle avait été

"emballée" comme une momie par la Deportation Squad (la brigade de déportation de Scotland Yard). En Allemagne, le Nigérian Kola Bankole est mort à cause d'un mouchoir enfoncé dans la bouche et d'une piqure calmante. Conclusion : déporter des milliers de personnes, cela ne peut se faire que par la répression et la violence la plus féroce. Notre gendarmerie belge brille par son hypocrisie : elle proteste contre la violence des services de police d'autres pays qui déportent des réfugiés via Zaventem. Régulièrement, des déportés en provenance des Pays-Bas sont ficelés comme des saucissons, attachés dans une camisole de force ou ligotés sur un brancard. La gendarmerie belge s'y prend plus simplement : elle presse un coussin sur la figure des gens. Ou comment ont traité des êtres humains comme des animaux...

Vande Lanotte s'en prend aux réfugiés

«Il faut en finir avec ces gens qui arrivent ici et qui se retrouvent, le lendemain, dans un CPAS qui ne peut pas les aider. Il est indéniable que l'allocation de CPAS est attirante» (De Morgen, 26.12.95). Ainsi parle le ministre SP Vande Lanotte. Il semble insinuer que des brochures circuleraient dans le tiers monde, vantant la grande générosité des CPAS belges. Pure démagogie. Un demandeur d'asile doit surmonter des obstacles administratifs nombreux et complexes avant de recevoir le premier franc.

Une fois inscrit au CPAS, un réfugié reçoit, en théorie, 20.000 francs ou 26.000 francs pour un couple. Mais souvent, on lui donne seulement le tarif cohabitant : 14.000 francs. D'autres reçoivent seulement des paquets

de nourriture.

Vande Lanotte ne dit mot sur la façon dont la Belgique et les autres pays européens dévalisent les pays du tiers monde. Chaque jour, 35.000 enfants meurent de sous-alimentation ou faute de soins. Mais la richesse de ces pays coule à flots en direction de la Belgique. Sur 36 barres de chocolat fabriquées avec le cacao du tiers monde, une seule sera consommée dans le tiers monde.

En 1986, un agriculteur du tiers monde touchait seulement 4 % du prix que vous payez pour une barre de chocolat, 2 à 5% du prix des bananes et 3% de ce que nous payons pour le thé. Aujourd'hui l'échange est devenu encore plus inégal. Alors Vande Lanotte, qui sont les profiteurs ?

Qui crée la misère au Ghana ?

Un docker de Takoradi au Ghana gagne 10 cédis (60 centimes belges) par sac de cacao. Le sac pèse 64 kg. Pour gagner 180 FB par jour, il doit porter sur son dos 300 sacs : 19,2 tonnes de cacao. Le syndicat des marins et des dockers ghanéens est aujourd'hui un syndicat de chômeurs. Les compagnies de transport européennes refusent de passer par lui pour l'embauche. Ils préfèrent passer par des trafiquants de main-d'oeuvre..

Les travailleurs ghanéens sont privés de leur gagne-pain à cause de la politique des multinationales européennes.

Pourtant, le Commissaire Bosuyt, lui, s'enorgueillit d'enregistrer une diminution spectaculaire des demandes. En 1995, il y a eu, par rapport à 1994, une diminution de 116 demandes pour le Ghana. Seulement 108 demandes pour toute l'année alors qu'il y en avait 1.460 en 1992.

escala à Anvers. Mais le cargo a pris du retard et nul ne sait s'il accostera au port d'Anvers. Qu'à cela ne tienne ! S'il fait escale à Rotterdam ou au Havre, la police maritime belge les remettra aux mains de la police des frontières française ou hollandaise. C'est l'application concrète de la convention de Schengen. Chaque jour, de pareilles monstruosité se produisent. Elles vont encore

s'accélérer. Vande Lanotte présentera officiellement son projet de loi à la Commission de l'intérieur de la Chambre le 25 janvier. La loi sera vite votée car le gouvernement bénéficie de l'appui des libéraux et des fascistes. La loi sera encore plus dure, les morts du tiers monde et les rapatriements plus nombreux.

Plus que jamais Frontières Ouvertes a besoin de votre soutien.

EDITORIAL

Un travail de bourreau

Kris Merckx

«Ils sont tous contre l'ouverture des frontières, mais dès que tu renvoies un seul c'est la gêne. Il faut bien qu'il y ait un bourreau qui se charge de l'exécution.» Par ces propos cyniques, au cours d'une interview à De Morgen (26.12.95) le ministre SP Johan Vande Lanotte a, involontairement, caractérisé la politique européenne contre les réfugiés. Le livre horrifiant que vient de publier le journaliste Chris De Stoop sur ce sujet le prouve : il s'agit bel et bien d'un travail de bourreau. Les paroles de Vande Lanotte font penser à celles, bien historiques, prononcées par un autre social-démocrate en janvier 1919. A cette époque le ministre allemand de la Défense, Gustav Noske déclarait : «Il faut que quelqu'un soit le chien sanguinaire». Après quoi il a ordonné aux "Corps francs" d'écraser dans le sang la révolution des travailleurs et des soldats allemands. Des milliers ont été assassinés. Parmi eux, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Depuis 80 ans, les dirigeants sociaux-démocrates se prétendent au plus vil travail de bourreau pour sauver le régime capitaliste. Aujourd'hui, ils organisent des déportations à grande échelle de pauvres venus du tiers monde et de l'Europe de l'Est et attisent ainsi le racisme et la division parmi les travailleurs. Ils en sont arrivés, pour ainsi dire, à tenter de récupérer chaque voix qu'ils perdent en excluant un chômeur... en jetant un réfugié à la porte.

Heureusement cette politique inhumaine et meurtrière contre les réfugiés rencontre une opposition croissante. Pour développer ce mouvement de protestation, il importe de rompre politiquement avec les partis socialistes. La pénible expérience de l'ancien sénateur du SP, Paul Pataer, vient nous le rappeler. Dix années durant Paul a cru que les partis socialistes seraient un rempart contre l'extrême droite. Mais en réalité leurs ministres exécutaient de plus en plus le programme des fascistes, notamment à l'encontre des réfugiés. Et quand Paul Pataer s'y oppose courageusement, il est de suite menacé d'exclusion (voir p. 3) ! Nous invitons les amis comme Paul Pataer à adhérer au Parti du Travail. Combien plus efficace auraient été leurs efforts au sein de notre parti. Le PTB est le seul parti qui soutient — en tant que parti politique — des mouvements antiracistes conséquents et solides comme Frontières Ouvertes et Objectif 479.917.

Objectif 479.917 organise d'ailleurs le 24 mars une manifestation antiraciste. Faisons-en un succès éclatant, de concert avec des milliers de gens d'horizons politiques et philosophiques divers. C'est impératif au moment où le racisme officiel des gouvernements et le racisme de rue — pensez à la mise à feu d'un centre de réfugiés à Lübbeck — continuent de croître.

Sonaca Gosselies : 500 travailleurs sur le pavé

«L'autre politique» de la Région wallonne a encore frappé

Deux cents licenciements en février. Une centaine d'autres en 97, 98 et 99. En tout, 479 des 1.130 travailleurs sur le pavé. Voilà l'essentiel du plan de restructuration que Jacqmin, l'administrateur délégué, a présenté au Conseil d'Entreprise de Sonaca, le 17 janvier.

Michel Mommerency

Pour les travailleurs rescapés, plus aucune augmentation salariale, hors index, pendant cinq ans. Les augmentations de mérite remplacées par une prime unique, hors salaire, et non récurrentes. 24 chèques-repas en moins pour les ouvriers, 39 pour les employés. Réduction des prestations syndicales. Plus de crédits d'heures au-dessus des obligations légales. Terminé, le supplément d'usine en cas de chômage économique. Diminution des jours de congé d'ancienneté maximale de 12 à 6. Moins de liberté pour les jours de réduction de temps de travail, limitation de la cantine et des bons de sorties, discipline de travail plus sévère et contrôle brutal de l'absentéisme. La Sonaca se prépare vraiment à entrer dans le 21ème siècle ...

Intéressé par une entreprise redynamisée ?

«Une autre politique grâce à une Région wallonne autonome». Depuis plus de trente ans, PS et PSC trompent le mouvement ouvrier avec ce slogan. Après les étudiants et les enseignants, c'est le tour des ouvriers de voir comment PS et PSC licencient, crachent sur les salaires et les acquis des

travailleurs. Compétitivité, rentabilité, logique capitaliste sont les seules choses qui comptent ! Des mesures contraignantes contre les multinationales et les riches pour sauver l'emploi ? Aucune ! PS et PSC restructurent pour rendre au privé des entreprises pimpantes et neuves.

Il y a deux semaines, la Région wallonne a gentiment proposé à la Sabca (la multinationale française Dassault et la hollandaise Fokker) la fusion avec Sonaca. Réponse de Sabca : Non, merci. Le canard est trop moribond. Mais aujourd'hui déjà, la future Sonaca de l'an 2000, avec 500 travailleurs en moins, est présentée comme tout à fait intéressante pour les multinationales de l'aéronautique.

Que ferait un gouvernement au service des travailleurs ? Le secteur aéronautique est un secteur de pointe, qui s'est engraisé pendant des décennies grâce aux commandes militaires (F-16, Pershing...). Sa fusion (Sonaca, Sabca), afin de créer un seul pôle aéronautique, se justifie pleinement. Mais pas à la mode Collignon, qui laissera la part belle aux multinationales étrangères ! Par une nationalisation sans indemnisation, seule voie d'ailleurs pour garantir les emplois et les acquis des travailleurs.



Mars 82, les travailleurs de Sonaca manifestent en solidarité avec les sidérurgistes luttant pour leur emploi. A présent, ils vont avoir besoin de la même solidarité.

Deux tactiques du gouvernement wallon

La Région wallonne distille savamment son chantage : «Si vous n'acceptez pas la restructuration, ce sera la faillite pure et simple». Les Collignon, Van Cau, Onkelinx et autres Lebrun-Grafé : certains Wallons se croient vraiment maîtres chez eux !

Pourtant, la menace de faillite est un piège. Le gouvernement wallon cherche à obtenir par la négociation exactement ce qu'il imposerait par une faillite. Pas moins. La Région wallonne veut maintenir la Sonaca, même en cas de faillite. Elle y investira un milliard pour la remettre - assainie - au privé. Faillite ou pas, elle reprendra, à de nouvelles conditions, les travailleurs dont elle a besoin, mais ces conditions, elle essaiera d'abord de les imposer par la négociation du volet social. Par cette négociation, elle espère ainsi lier les syndicats et éviter

une lutte avec les travailleurs, qui lui coûterait très cher politiquement.

PSC et PS craignent que la lutte démasque leur politique

Aussi seule une lutte de principe est une réponse valable au plan Jacqmin. Les travailleurs n'ont rien à perdre. Nous les appelons à refuser ce plan, à exiger le maintien de tous les emplois et de tous les acquis. Que le gouvernement wallon aille chercher l'argent chez ceux qui en ont ! Seule une lutte déterminée peut arracher la victoire. PSC et PS ont peur d'une telle lutte qui démasquerait leur rôle politique. Cette lutte dégagerait une vaste solidarité régionale, difficile à obtenir s'il n'y a pas grève à Sonaca même. Jeudi passé, une septantaine de travailleurs ont observé les premiers arrêts de travail. Ils montrent la voie.

Arrêt de 24 heures à Clabecq

Préparation d'une grande manifestation à Tubize

Walter Bauwens

La direction des Forges de Clabecq a décidé de réduire de vingt à dix les postes (temps de travail) au laminoir et à l'aciérie, soit une mise au chômage à 50 %. La délégation FGTB a réagi, annonçant un arrêt de 24 heures le 22 janvier. Une assemblée préparera la réplique. Tous les syndicats et les travailleurs sont invités. On parle d'une grande manifestation à Tubize.

«Nous ripostons à la décision de la direction, dit un syndicaliste en colère. On nous dit qu'un consultant cherche des solutions à la crise, mais en fait

ils commencent à fermer.» Un autre observe : «On prépare les gens à un plan catastrophe. Le meilleur moyen de préparer les esprits à des pertes d'emploi massives c'est de les mettre au chômage durant des mois. Puis, on leur présente une solution catastrophe pour «sauver ce qui peut encore l'être». A condition bien sûr que les travailleurs et les syndicats avalent la pilule.» Depuis des mois, patronat et Région wallonne ont entamé la guerre d'usure craignant que les travailleurs passent à l'action. D'abord, la Région a annoncé qu'un consultant extérieur (audit) examinera toutes les possibilités de sortir de la crise.

Entre-temps, la direction laisse planer l'incertitude (ou plutôt... la certitude que le remède sera amer).

Acculés par la crise et la surcapacité du secteur (la sidérurgie européenne produit 190 millions de tonnes par an, mais n'en vend que 130 millions : 60 Clabecq de trop !), patronat et Région wallonne ont décidé d'un plan de fermeture qui coûtera de nombreux emplois. Seuls varient les modalités et les scénarios.

La Libre Belgique se basant sur les informations des «consultants» (l'audit), citait six scénarios. Le plus optimiste massacre

des centaines d'emplois. Le plus pessimiste, c'est la fermeture pure et simple (1). Le PS André Flahaut dit : «Chacun sait qu'il faudra des efforts au plan de l'emploi au sein des Forges» (2). Dans cette logique capitaliste, il n'y a aucune issue pour les travailleurs.

Mais l'arrêt de travail de 24 heures démontre que ceux-ci ne veulent pas se laisser anesthésier. Ils sont prêts à se battre pour le maintien intégral de l'emploi, des salaires et de l'outil.

(1) 6 janvier (2) Le Soir du 15 janvier

Gendarmes forcés de mentir

La manifestation des étudiants du 28 novembre à Liège pour le refinancement de l'enseignement avait été violemment réprimée. Dans leurs déclarations, Dehousse (PS) et Vande Lanotte (SP) rejettent la responsabilité sur les étudiants et évoquent seulement des excès de gendarmes isolés. Il apparaît maintenant que trois gendarmes ont été mis sous pression. «On nous a forcés à faire un récit, dans lequel nous donnions une image mensongère des scènes de violence. Nous devions dire que nous étions stressés et que les manifestants nous avaient attaqué violemment», déclare le Syndicat Général de la Gendarmerie. Deux gendarmes ont refusé de faire un récit falsifié et se voient aujourd'hui menacés de lourdes sanctions. (Het Volk, 19 et 21/1) On voit maintenant comment la répression contre les jeunes, les travailleurs et les immigrés est occultée. Ce ne sont pas quelques gendarmes qui sont anti-démocratiques. C'est l'ensemble de la gendarmerie qui l'est. L'exigence du démantèlement de la gendarmerie est plus que jamais à l'ordre du jour.

Nouvelle vidéo

Le démantèlement de la sécurité sociale - sous le prétexte de sa "modernisation" - est d'actualité. Chacun se sait menacé. Pour comprendre ce qui nous attend et ce qui menace la Sécurité sociale, il est nécessaire de connaître son histoire et son fonctionnement. En 40 minutes, Johan Van Depaer, médecin du PTB, fait le point sur la situation, et défend l'alternative du PTB. La vidéo peut être obtenue pour 150 FB (plus frais de port) à l'adresse de Projet-Vidéo Solidarité Internationale, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles ou en téléphonant pendant les heures de bureau au numéro 02/513.77.60.



Le jugement dans le procès contre la déléguée CSC Maaïke Seghers (licenciée du département Catering en 1994 par Sabena pour faits de grève) est prévu le jeudi 25 janvier à 9 h au Palais de Justice de Bruxelles. (photo: M. Seghers à l'avant d'une manifestation contre le Plan global)

Soldes à la Sabena

Le Catering en grève durant deux heures

La direction de Sabena a annoncé mardi dernier la vente du Catering, le département où sont préparés les repas à Gate Gourmet, filiale de Swissair. Le personnel a fait grève pendant deux heures.

Gertrude Bongaerts

Par un tract, le PTB a invité les travailleurs et les syndicats à réagir contre ces privatisations en quittant les négociations sur le Business Plan et à reprendre aussitôt la grève. Le Catering fait 3,1 milliards de bénéfices annuels. Lorsque Sabena a vendu la moitié (49,5%) de ses parts à Swissair, les deux sociétés ont annoncé leur intention d'économiser par élimination du "double usage": synergie ou rationalisation des départements exerçant des activités similaires. Ce qui signifie pertes d'emploi et dégradation des conditions de travail.

Le personnel du Catering, en colère et inquiet a arrêté le travail durant deux heures. Mais le secrétaire CSC Michel Boels se fie aux promesses d'investissement et d'embauches: «C'est une garantie pour le maintien des postes de travail», dit-il. (De Morgen, 17/1) A-t-il oublié que lorsque Swissair a privatisé sa section catering pour créer Gate Gourmet, tous les travailleurs de ce service ont été licenciés? Ils ont dû signer un contrat individuel avec Gate Gourmet avec diminution de salaire de 10% à 20% et une augmentation du temps de travail.

Boels affirme que la CCT

prévoit le maintien du statut et du temps de travail pour les 750 travailleurs actuels. Mais qui peut garantir que cela vaudra aussi pour le personnel à recruter?

La libéralisation complète va renforcer encore la concurrence dans les activités de catering. Une terrible guerre des prix s'annonce avec d'autres sociétés comme Belgavia. Peut-être en viendra-t-on à des contrats temporaires bidon (de trois heures par jour et superflexibles!). En tout cas, on va vite liquider du personnel et diminuer les salaires. C'est pourquoi tous les départements de la Sabena doivent lutter ensemble pour le Catering: tous pour un, un pour tous.

Le Catering doit rester à la Sabena. Le statut du personnel pourra seulement être garanti par une renationalisation totale de la Sabena.

RTBF : refuser fermement le statut

Il faut entamer la lutte immédiatement

Georges Martin

Le 15 janvier, le gouvernement de la Communauté française a adopté à la hâte l'avant projet de décret donnant un nouveau statut à la RTBF. La RTBF serait transformée en "entreprise publique culturelle autonome".

J-L Dehaene l'a répété: «La Sécurité sociale sera réformée au 1er janvier 1997 au plus tard.» Il aura beau saucissonner cette réforme comme le pire des charcutiers, il ne trompera pas les travailleurs. Il y aura donc lutte. Elle risque d'être dure. Il lui faudra donc contrôler fermement les médias, et la RTBF en

particulier. C'est ce qui explique l'urgence avec laquelle on a adopté ces nouveaux statuts.

Le 19 janvier, le front commun syndical CGSP-CSC de la RTBF «exprime ses plus vives critiques et sa plus grande inquiétude» et déplore que le nouveau statut soit en retrait par rapport à la loi du 21 mars 1991 sur les entreprises publiques autonomes (EPA) qui, dit-il, «prévoit que le statut public du personnel est la règle et l'engagement au contrat, l'exception» (1). Il n'appelle pas à la mobilisation du personnel et ne rappelle pas que la CGSP a rejeté totalement le statut

d'EPA il y a déjà des années. Il réclame que le statut du personnel soit "au moins" celui qui est prévu dans la loi du 21 mars 1991. Lourde erreur!

La loi créant les EPA a été imposée par le patronat européen pour privatiser les entreprises publiques. Malgré tous les mensonges répétés sur une prétendue autonomie accrue, c'est bien de privatisation qu'il s'agit. Belgacom en est la preuve. Elle a été totalement privatisée deux ans à peine après avoir été transformée en EPA. Personne ne doit se faire d'illusion.

Certains dirigeants syndicaux à

la RTBF craignent d'être "impopulaires" s'ils font grève. Ils craignent de ne pas être suivis par le personnel. Ils ont tort. Aujourd'hui, les usagers et les travailleurs des services publics ont parfaitement compris ce que signifiaient les privatisations. En France, malgré trois semaines d'embarras énormes, 60% de la population était en faveur des grévistes du mois de décembre.

1. Communiqué du Front commun syndical de la RTBF, 19 janvier 1996.

EN BREF

Belgacom : 60 millions pour le PDG

Dans le cadre de la privatisation de Belgacom, le gouvernement a décidé d'accorder 1,4 milliards de cadeaux aux cadres dirigeants sous la forme de parts. Ce qui signifie que chaque haut cadre recevrait de 60 à 100 millions.

La semaine dernière, une autre catégorie de bandits était démasquée. Urbain Devoldere, le président de Philips-Belgique, devenu entre-temps président de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), recevait 60 millions de francs en 1992 du fraudeur Maurits De Prins, patron de Superclub.

Remerciements pour avoir incité Philips à injecter des centaines de millions dans Superclub. A l'époque, Devoldere exigeait que les travailleurs se serrent la ceinture. En 1992-93 le gouvernement a pris des mesures (non-indexation des barèmes fiscaux, Plan global) qui coûtent à une famille moyenne 100.000 francs par an!

Les vœux de Collignon

Robert Collignon, le ministre-président du gouvernement wallon, a fait publier un message de Nouvel-An dans les journaux. Cette grosse tête du Parti Socialiste y apparaît comme un fervent partisan de la collaboration de classe. Lisez: «Je souhaite que 1996 soit l'année de la dynamisation de nos solidarités».

Et la première des solidarités qu'il préconise est... «la solidarité entre travailleurs et patrons»!

Et de se vanter qu'«au début du mois de décembre les partenaires sociaux de Wallonie et le gouvernement wallon ont posé un geste crucial en signant une déclaration commune pour l'emploi et le redéploiement économique de notre région. De la sorte, nous avons remis en exergue une longue tradition de concertation, symbole de notre social-démocratie.»

(Le Peuple, 30 décembre 1995)

Nouveaux cadeaux pour les riches

Le ministre des Finances Maystadt a levé un coin du voile sur les mesures qu'il prépare pour encourager le "capital à risque", concernant les cessions d'actions.

Il veut supprimer les droits de succession et les droits de donation sur les actions et parts de sociétés belges. Les enfants ou autres proches qui reçoivent des actions en héritage ou en don seraient désormais à l'abri d'impôts élevés. Un cadeau d'importance, surtout pour les super-riches qui pourront augmenter leur capital en actions. Pendant que le ministre PS appâte les syndicalistes avec de vagues promesses d'impôt bidon sur la fortune, le gouvernement se prépare à accorder de nouveaux cadeaux aux riches!

Le fasciste Verreycken en appel

Rob Verreycken, fils du sénateur Vlaams Blok Wim Verreycken, a été condamné à trois mois de prison avec sursis.

Le juge Allegaert a estimé le fasciste coupable de coups et blessures contre Kris Merckx et deux ex-Jeunes socialistes. Elle parle dans sa sentence d'une «action violente préméditée en bande», qualifie de telles actions «d'extrêmement répréhensibles et renvoie au «passé judiciaire» de Verreycken. Verreycken a interjeté appel. Il passera le 5 mars à 9 heures à la 10e Chambre, Cour d'Appel, Waalse kaai, Antwerpen.

EN BREF

Amer oui,
pessimiste non...

«Quand j'ai appris que les grèves étaient suspendues, je me suis dit : Au quartier général des patrons, ils sablent sans doute le champagne à la gloire de Dehaene, le meilleur premier Ministre qu'ils aient jamais eu. Malgré mon amertume, je ne suis pas pessimiste. Qu'ils ne crient pas victoire trop vite. On peut leurrer les gens en lutte une fois, deux fois. Mais les faits sont là et les résultats des décisions ne tarderont pas à se manifester. Tôt ou tard, le bouchon sautera. J'en suis certain, à cent pour cent. Nous devons donc continuer à nous préparer plutôt que de baisser les bras !» Voilà la réaction d'un délégué en colère.

L'Europe,
notre seule issue ?

Se référant au texte des négociations sur Maastricht II (la Conférence intergouvernementale de 1996), le gouvernement affirme qu'il souhaite y faire accepter «la notion et le moyens d'action du service public». Dans certains milieux syndicaux, on espère aussi que l'Union européenne établira un manifeste pour défendre le service public.

Le livre "Privé de Public" du journaliste de la RTBF Gérard de Sélys (EPO, 698 F), qui paraît cette semaine, vient à point dans ce débat. Il fournit les preuves accablantes de la collusion totale entre le patronat et les institutions européennes pour élaborer les directives visant à briser le service public et à le vendre au privé. Combien de fois l'Europe n'a-t-elle pas déjà servi de prétexte aux gouvernements pour imposer des mesures antisociales ? Combien de fois nous a-t-on dit qu'il était impossible de toucher fiscalement les riches, «parce qu'il faut que cela se fasse au niveau européen» ? Aujourd'hui, on nous dira encore que rien ne peut être fait contre le démantèlement du secteur public, parce qu'il faut que cela se fasse au niveau européen.

Le "Référendum
des travailleurs"

La question essentielle dans le débat sur le secteur public est celle du financement : qui paiera ? C'est la question centrale du Référendum du PTB. Le meilleur moyen pour axer le débat sur cette question est de diffuser le Référendum dans les services publics.

Ce Référendum permet en outre de prendre note de centaines de récits et de dénonciations sur la manière dont les gens sont confrontés à l'absurdité du capitalisme. Et enfin, le Référendum permet de mettre au travail des dizaines de personnes et de créer ainsi un large courant de travailleurs convaincus qui s'engageront dans la lutte et y renforceraient le Parti du Travail.



Aucune raison de suspendre le mouvement

Services publics : se satisfaire de promesses creuses ?

Jeudi dernier, les multiples gouvernements du pays entamaient des négociations avec les syndicats des services publics. Un document sans aucune consistance a suffi aux directions syndicales pour suspendre la grève annoncée. A la colère d'une partie importante de la base.

Jan Vandeputte

Le ministre fédéral de la Fonction publique, André Flahaut, avait clairement défini l'enjeu des négociations : «L'exemple français a eu un effet positif sur le ressaisissement dont font preuve aujourd'hui les autorités belges pour éviter un dérapage comme celui qui s'est produit en France.» (Le Soir, 16.1.96) La suspension de la grève n'a certainement pas fait la joie de tous dans les services publics. Au sein de la CGSP, les cheminots, l'enseignement et la région de Namur et de Bruxelles ont voté contre. Les syndicats néerlandophones de l'enseignement n'ont pas enterré le mouvement de grève. La même situation prévaut dans les deux syndicats des cheminots, qui ne prendront leur décision que cette semaine.

«Une percée», déclare le secrétaire national. En réalité, une boîte vide.

Statuts et pensions garantis ? Faux !

Le gouvernement écrit que «les contrats statutaires sont la règle et les embauches contractuelles l'exception.» Deux jours auparavant, la CGSP de Charleroi avait déjà rappelé la réalité : «En moyenne, la barre de 50 % de non-statutaires est quasi atteinte pour l'ensemble du territoire : sur 800.000 fonctionnaires, 400.000 seulement sont encore nommés à titre définitif, ce qui pose le problème des pensions.» (Le Peuple, 17.1) A la RTBF, le front commun dénonce le projet de décret pour leur institution, parce qu'il ne contient aucune garantie que «l'emploi statutaire restera la règle».

La note des gouvernements promet un partage du travail, grâce à l'extension du système des quatre cinquièmes. Or, ce système revient à diminuer le temps de travail avec perte de salaire, et l'emploi statutaire ainsi libéré sera remplacé par des contractuels !



La manif des services publics du 13 décembre a dynamisé la volonté de lutte à la base. La direction ne pouvait pas abandonner ces forces-là.

«Le gouvernement confirme son attachement à (...) la spécificité du régime des pensions dans le secteur public», écrit-on sans vergogne. Alors que le socialiste Colla du gouvernement national a bouclé son plan visant à s'en prendre à la péréquation des pensions. Alors que Wivina De Meester (CVP) du gouvernement flamand disait encore, fin décembre, qu'elle veut régler une partie des pensions des fonctionnaires flamands par un fonds coté en bourse...

Et puis il y a les privatisations. «Le gouvernement souhaite renforcer les moyens d'action du service public. (...) Dans cet esprit, il ne compte nullement se défaire des actifs qui pourraient entraver cette volonté.» Quelle blague ! Alors que Belgacom a été vendue au plus offrant il y a à peine un mois ? Alors que le gouvernement veut utiliser l'argent de cette privatisation en vue d'organiser celle de la SNCB et celle de La Poste ?

Pourquoi se sont-ils fait prendre au piège ?

«Incompréhensible que nos dirigeants se soient ainsi fait leurrer», me dit un délégué, lorsque je lui soumetts le texte du gouvernement. Incompréhensible, mais vrai. Nous devons néanmoins analyser où se situe le problème. C'est la seule manière de renverser de manière efficace cette stratégie néfaste.

En 1991, la loi qui impose aux entreprises publiques un "statut autonome" a été adoptée avec l'approbation de certains responsables syndicaux. «Il faut plus d'efficacité dans les entreprises publiques. Sinon, elles seront balayées par le privé. Il

existe des réalités économiques qu'on ne peut nier. Les moyens sont réduits. Le gouvernement nous promet qu'il ne mettra pas en péril les bases du service public.» Aujourd'hui, cinq ans plus tard, la loi de 1991 est l'arme principale dans la préparation de la privatisation et dans le démantèlement du statut des agents publics et de la notion même de service public.

Celui qui accepte les principes de la rentabilité et des restrictions budgétaires passe inévitablement d'une capitulation à l'autre. Les services publics ne peuvent être enfermés dans des carcans budgétaires. Ils sont au service de la population. Et les travailleurs des services publics ont droit à un salaire, à un statut et à des conditions de travail convenables. L'argent nécessaire doit être libéré. Il existe : dans les poches des capitalistes. Si l'on ne se base pas sur ce principe, on est désarmé chaque fois que le gouvernement

annonce une nouvelle étape dans le processus de démantèlement et de privatisation du secteur public.

Développer les rapports de force

Sur base de ce texte gouvernemental, on entame des négociations qui doivent aboutir avant le 1er juin. Mais sur quels rapports de force les dirigeants syndicaux comptent-ils s'appuyer lors de ces négociations ? En décembre, les rapports de force étaient clairs : grèves des cheminots, actions à la Sabena, manifestation massive du 13. Cette mobilisation permettait d'exiger des résultats. Mais à présent, on jette ces atouts. Pourquoi le gouvernement ferait-il beaucoup de concessions, s'il sait que son interlocuteur a démobilisé ses troupes ? Les dirigeants syndicaux risquent bien de creuser leur propre tombe.

Travailler au renforcement du mouvement, sur le plan politique et pratique

Le mouvement n'est pas mort. Au contraire. Les votes de la semaine passée l'ont prouvé. Des secteurs importants comme la SNCB et l'enseignement restent mobilisés. Il s'agit de saisir chaque occasion pour reprendre la lutte. Et pour les autres secteurs, d'être prêts à rejoindre le mouvement.

Mais il est aussi important de lancer dès maintenant le débat sur l'alternative face aux plans du gouvernement

et du patronat. Rejeter la logique budgétaire. Refinancer le secteur public aux frais des riches. Rejeter radicalement toute privatisation. Défendre le maintien du statut et du régime des pensions. Exiger l'embauche statutaire de tous les contractuels. Lutter pour les 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire de statutaires. Voilà des revendications qui mobilisent les gens et donnent de la force au mouvement.

Dehaene - Di Rupo : pires que la loi unique

Un pensionné FN : «Social-démocratie, l'escroquerie du siècle»

Les grèves des chemins de fer, à la Sabena et en France donnent beaucoup de courage aux gens. Beaucoup répondent au référendum : aller chercher l'argent chez les riches, d'accord, mais il faudra lutter pour cela. On ne doit pas non plus se laisser prendre par les paroles trompeuses du PS.

Annemie Caninaerts

Un ancien travailleur de la FN, 67 ans, aujourd'hui pensionné, nous raconte son histoire : «A la FN, j'ai vécu et participé à la fameuse grève de 60-61 contre la loi unique. Les dernières mesures de Dehaene et ses acolytes sont encore dix fois pires que celles de 60, sans compter ce que nous avons déjà subi sous le gouvernement Martens-Gol, où on a volé trois index aux travailleurs. Lorsque Gérard Deprez, président du PSC déclarait "plutôt deux fois Dehaene qu'une fois Verhofstadt", je me demande où est la différence. Les grosses fortunes ne sont et ne seront jamais touchées. C'est toujours sur le dos des travailleurs que les restrictions sont prises, au nom de la solidarité. Quel culot ! Car la solidarité qu'on nous impose se fera toujours entre travailleurs, pensionnés, chômeurs et démunis, et ce n'est rien d'autre que le partage de nos misères ! C'est pour atteindre les normes de Maastricht que Dehaene nous gratifie en permanence d'une austérité continue et ça pour construire l'Europe des holdings et multi-

nationales. Tandis que les vingt millions de chômeurs continuent à rêver d'une Europe socialiste, où les riches seraient un peu moins riches et les pauvres un peu moins pauvres. Bientôt le siècle va se terminer dans des perspectives plus sombres qu'il a débuté. Il est clair qu'on ne changera jamais le régime capitaliste avec des bulletins de vote, d'autant plus que la social-démocratie qui a usurpé le nom du socialisme, et la démocratie chrétienne, resteront pour les générations d'aujourd'hui et futures, la plus grande escroquerie politique et morale du vingtième siècle.»

«Je trouve qu'il faudrait organiser une révolution»

Deux ouvriers des Glaceries Saint-Roch à Avelais nous écrivent : «Je trouve qu'il faudrait organiser une révolution pour démolir les partis traditionnels et les capitalistes.»

«Où sont passés les syndicats du temps de Germinal ? Qu'attendez-vous pour organiser des grèves ? Qu'attendez-vous pour unir les syndicats et partir



Des ouvriers des Glaceries de St Roch (ici en groupe à une manifestation en mai '93), demandent sur leur référendum que leurs syndicats «partent en guerre contre ce gouvernement sans scrupules.»

en guerre contre ce gouvernement sans scrupules ? ?»

Un affilié de la CSC nous écrit pour la deuxième fois. «Je suis navré de ne pas pouvoir vous aider financièrement, mais avec mon revenu de misère de 22.000 F par mois cela m'est impossible. Mais je suis à presque 100% d'accord avec votre programme. Prendre l'argent où il est : chez les capitalistes et les politiciens corrompus. Nous devons défendre nos droits : prenons l'exemple de la France. Ça fait plus de 18 mois que je cherche un boulot mais le gouvernement ne fait strictement rien pour des gens comme moi. Et les "heureux" qui ont du travail,

sont aussi dupe de ceux qui n'ont qu'à utiliser leur arme puissante (l'argent) contre les simples travailleurs.

La plupart des gens ont peur, ils n'osent pas protester contre la politique mauvaise, faire grève, tout paralyser directement et mettre leurs paroles en pratique. Quand le peuple se rendra-t-il compte que ça ne peut pas durer ? Quand connaîtrons-nous une situation comme en France ? J'espère que vous recevez un tas de bonnes réactions et qu'alors il y aura enfin des grèves et des manifestations qui paralysent tout le pays. Pour moi, Dehaene et Cie, la norme de Maastricht et tout ça, il faut en finir radicalement !»

30.000 F par mois de la mutuelle, mais 15.000 F de frais médicaux...

La médecine gratuite, est-ce irréaliste ?

«C'est bien, ce que vous dites, je suis d'accord. Mais ce n'est pas réaliste, jamais on obtiendra cela...», entend-on souvent, lorsqu'on propose le référendum aux travailleurs. Mais la "réalité" actuelle, combien de temps sera-t-elle encore "réaliste" pour ceux qui la subissent tous les jours ?

«Par mois j'ai pour presque 15.000 francs de frais médicaux, nous écrit une femme. Je suis invalide à 80 % suite à une mauvaise opération, mes enfants sont malades. Le médecin vient trois fois par semaine. J'ai du changer de médecin, l'ancien était trop cher. Je touche environ 30.000 francs de la mutuelle. Récemment, j'ai du faire un examen de mon estomac chez un spécialiste. J'ai

du déboursé 4.500 francs ! En tant que VIPO, j'ai pu retoucher 4.200 francs, mais j'ai quand-même du chercher l'argent pour l'avancer. On augmente tout sauf les salaires. Le CPAS refuse de m'aider. Il me critique parce que j'ai une voiture, moi qui suis handicapée ! Ils ne veulent pas admettre que sans voiture, je ne peux pas me déplacer. Mais je refuse de vendre ma voiture, je ne veux pas dépendre d'eux. Je trouve que les riches doivent payer bien plus; il faut un impôt d'au moins cinq pour-cent sur les fortunes. Je suis pour les 32 heures. Des classes de quarante élèves, c'est dégueulasse.»

Pour les chômeurs et les travailleurs qui n'ont pas un travail convenable, la "réalité" devient aussi de moins en moins

"réaliste".

Un ouvrier intérimaire des Glaceries Saint-Roch à Avelais nous raconte : «Je suis intérimaire depuis près de cinq ans, parce qu'il est actuellement impossible de trouver du travail autrement, la situation devient infernale.

Cinq ans d'intérim, je reçois 12.000 F du chômage !

Après cinq ans, les jours où je ne travaille pas, je touche mon chômage (473 F). En effet, intérimaire rime avec discontinu. Or vous savez que pour augmenter d'une catégorie au chômage, il faut un an de travail

à temps complet sans interruption. Un seul jour de chômage annule la période de travail (même si c'est 11 mois et demi) et on recommence à zéro. Cette période de travail était, il y a quelques temps encore de six mois, mais est passée à un an. J'en suis maintenant à travailler deux ou trois jours par semaine (quand l'entreprise a besoin de mes services) et les jours non travaillés ne sont pas rémunérés par le chômage (jours 0). Car si je désire me les faire payer par le chômage, je recommence ma période de travail à zéro et doit refaire un an ininterrompu pour remonter au chômage. Lois idiotes ! Après cinq ans de travail intérimaire (5 ans à l'armée), j'ai 12.000 francs au chômage...»

EN BREF

L'ennemi existe bien

Un employé de 32 ans, FGTB, a inscrit sur le référendum : «J'ai un jour travaillé chez de véritables riches. Leur maison se trouvait à Wezembeek-Oppeem. Ils avaient un terrain de 100 mètres de large. Tout était en marbre. Toutes les portes étaient en chêne massif. Le propriétaire possédait un musée privé d'antiquités chinoises. Le tout enfermé et verrouillé. La cuisine était gigantesque, avec toute sorte d'accessoires dernier cri... Certaines personnes croient que les classes n'existent plus. Foutaises. J'en ai fait la vive expérience. Il y a assez de milliardaires en Belgique. L'ennemi existe bien. Même s'il est retranché dans des quartiers de villas. Hasta la victoria siempre.»

TGV pour les riches

Un ouvrier des Glaceries St Roch nous écrit encore : «En tant qu'ouvrier, je ne prendrai jamais le TGV. Parce que mes moyens ne me le permettent pas. Le TGV est conçu pour les capitalistes.»

Une bonne idée du coût du référendum...

Le responsable financier de la province de Flandre orientale nous explique comment il veut récolter 64.000 F pour financer les frais du référendum. «Très simple : le coût d'impression s'élève à 1.500.000 F, seulement pour les dépliants et affiches. Nous réalisons bien ce que coûte tout cela... La direction nationale a décidé qu'un tiers du soutien pouvait être récolté lors des récoltes du référendum. Notre province veut rassembler 8.000 référendums. Petit compte. 1.500.000 F (coût d'impression) pour 60.000 référendums à 25 F pièce. Divisé par trois, cela fait 8 F. Multiplié par 8.000 (nombre de référendums que nous voulons récolter) = 64.000 F, notre objectif minimum. Comment la province compte-t-elle les rassembler ? Chaque cellule, chaque équipe se fixe un objectif selon le nombre de référendum qu'elle veut rassembler. Une équipe veut par exemple rassembler 500 référendums. A 8 F pièce, cela donnera 4000 F de soutien. A récolter au minimum. Nous ne laissons rien à la chance. Lors des diverses rencontres, nous en reparlons et nous échangeons les bonnes expériences. A chaque réunion, lors de chaque action de propagande, nous reparlons de cela. Nous sommes actuellement à la moitié, ce qui nous donne du courage pour continuer.

Combien avons-nous ?

Anvers :	22.759 F
Brabant :	18.016 F
Hainaut :	9.025 F
Limbourg :	16.045 F
Liège :	25.689 F
Namur :	7.065 F
Flandre orientale :	35.141 F
Flandre occid. :	2.725 F
National :	13.230 F
Total :	149.695 F

Le point sur le référendum

AU 22 janvier, nous avons recueilli 15.662 formulaires. Nous sommes ainsi à 26 % de notre objectif. La répartition selon les provinces est la suivante (entre parenthèses, le pourcentage par rapport à l'objectif provincial) :

Anvers :	3.758 (22 %)
Brabant :	2.032 (20 %)
Hainaut :	1.100 (16 %)
Limbourg :	1.697 (31 %)
Liège :	1.329 (27 %)
Namur :	708 (47 %)
Flandre occid. :	651 (16 %)
Flandre orientale :	3.891 (49 %)
Secrétariat nat. :	496 (25 %)

Le PTB ouvre ses portes !

Vous y avez aussi votre place

Vous êtes actif, vous défendez la cause de vos collègues de travail ou des gens de votre quartier. Vous vous préoccupez du sort que réservent les capitalistes aux travailleurs du tiers monde et d'ici et vous voulez réagir. Dans ce cas, le parti a besoin de vous aujourd'hui...

Leen De Schepper

Toute contribution au travail du parti, sur votre lieu de travail, dans votre quartier, au sein de votre famille ou parmi vos amis est très importante pour nous.

Ce n'est qu'avec des gens comme vous que nous pourrions vraiment devenir le parti du peuple. Nous avons besoin de votre expérience et de ta compétence pour renforcer le parti et le diversifier. Le Comité central du PTB a décidé d'ouvrir les portes du parti à tous ceux qui sont disposés à assumer une seule tâche fixe et à participer une fois par mois à une réunion, où ils pourront discuter de cette tâche et se former comme communistes en étudiant ensemble le journal *Solidaire*.

Nous nous sommes entretenus de cet appel du PTB avec Kris Hertogen, membre de la direction nationale, Georges Verbiest, ouvrier et membre du Comité central, et Marcel Poncelet, responsable d'une cellule d'usine.

Georges. L'année dernière, le Comité central m'a chargé d'effectuer avec Kris Hertogen une enquête sur les raisons concrètes pour lesquelles les ouvriers hésitent à devenir membres du parti ou décrochent, le plus souvent à contrecœur, après avoir été des membres fidèles pendant des années. Le but était d'élaborer un concept de ce que doit être le parti, de la direction à la base, pour être vraiment ouvert à tous les ouvriers et tous les travailleurs qui veulent se battre contre le capitalisme.

Comment avez-vous entrepris votre enquête ?

Kris. Nous avons discuté avec des dizaines de militants du mouvement ouvrier et visité des travailleurs qui ont quitté les rangs du parti. Nous avons parcouru les rapports dans lesquels des militants et des cadres ont exposé leurs difficultés, mais aussi leurs succès dans l'organisation des ouvriers. J'ai beaucoup appris de Georges qui a su organiser dans le parti bon nombre d'ouvriers de son usine. Nous avons également relu certains ouvrages marxistes-léninistes consacrés à la question de l'organisation. Parmi ceux-ci, le texte de Chen Yun, responsable de l'organisation du Parti communiste chinois dans les années 30 et 40, nous a été d'une grande utilité. Tout ce que nous avons entendu, vu ou lu, nous l'avons axé sur notre



Lors de la manifestation des services publics, le 13 décembre, des militants du PTB défilé avec une peinture géante de Karl Marx. De nombreux syndicalistes sont venus les féliciter et les encourager à continuer dans cette voie. Ces gens ont leur place dans notre parti.

objectif : comment rendre notre parti plus accessible.

Qu'avez-vous constaté lors de vos enquêtes ?

Georges. Lors de ma visite à une Amicale d'une grande entreprise wallonne, j'ai appris que les membres se réunissaient tous les quinze jours, qu'ils payaient une cotisation, étudiaient les directives du parti et appliquaient les conclusions de la réunion. Lorsque je leur ai demandé pourquoi ils ne devenaient pas membres du parti, ils m'ont répondu : « Notre vie deviendrait alors impossible. A présent, nous menons une campagne dans l'usine et une campagne électorale. Nous connaissons les activités du parti puisque nous lisons *Solidaire* ! Si nous devenons membres, nous devons nous occuper de toutes les autres campagnes. En fait, le parti veut que nous soyons tous des cadres. Tant qu'il n'aura pas compris ce problème, nous n'adhérerons pas. »

Aujourd'hui, le PTB déclare : ces ouvriers ont leur place dans le parti et une telle Amicale doit devenir une cellule de base du parti. De cette manière, le parti à la base aura un caractère de masse.

Marcel. En fonction de mon expérience dans notre cellule de base, je ne peux que confirmer ceci. Nous avons organisé des ouvriers dans notre cellule, mais nous n'avons pas suffisamment tenu compte de leurs problèmes. Les ouvriers ont une famille et des enfants. Ils veulent leur consacrer suffisamment de temps et s'occuper de leur éducation. En outre, il y a la flexibilité, la fatigue et le stress à l'usine. C'est la situation actuelle qui pèse lourd sur les ouvriers. Jean habite à 60 km de l'usine, ce qui lui fait un trajet de 120 km par jour. Quand il rentre chez lui, il est épuisé et sa femme a, elle aussi, un horaire flexible. Ils ne se voient que pendant le week-end. Dans le fonctionnement de la cellule, nous

n'avons pas tenu compte de cette réalité. Nous faisons comme si tout le monde était célibataire. C'est ce qui décide certains à "rompre", même s'ils souhaitent vraiment collaborer avec le parti. Une réunion par mois, une seule tâche fixe et une cotisation financière de 200 F par mois minimum : voilà l'engagement que nous demandons à un membre.

La direction du parti a décidé de développer, outre les militants, une catégorie de membres. Cela ne conduira-t-il pas à des membres "sur papier" ?

Georges. Ce phénomène est bien connu dans les partis bourgeois, qui comptent des dizaines de milliers de personnes qui ont la carte du parti, non pas pour s'engager dans un quelconque projet politique, mais uniquement parce qu'elle leur accorde certains avantages ou leur ouvre certaines portes. Le PTB attire ceux qui sont révoltés par les injustices et par la misère et qui souhaitent faire quelque chose pour s'y opposer. Tous ceux à qui nous demandons aujourd'hui d'adhérer ont déjà fait quelque chose pour le parti.

Nous demanderons à nos collaborateurs de devenir membres

Kris. Aujourd'hui, nous avons des centaines de nouveaux contacts qui collaborent avec enthousiasme à notre Référendum. Ils le donnent à remplir à leurs collègues de travail, à leurs connaissances du quartier ou du club sportif, à leur famille. A Zelzate, quelques militants se sont rendus dans les quartiers pour recueillir les Référendums distribués. Ils ont chaque fois demandé aux personnes de diffuser le Référendum à leur tour. Ils ont invité ces nouveaux collaborateurs à une petite rencontre où, devant une tasse de café, ils ont regardé la vidéo sur le Référendum. Ils ont préparé une

distribution supplémentaire dans le quartier qui leur permettra de trouver d'autres collaborateurs encore. Avec toutes ces personnes, nous menons des discussions politiques. C'est à eux qu'il faut demander à présent de devenir membres du parti.

Pendant le mouvement des cheminots, nous avons rencontré beaucoup de travailleurs qui veulent se battre contre le plan Schouppe, sur base du programme de revendications du PTB. Il faut les réunir dans une cellule de grève, pour qu'ils puissent prendre la direction de la lutte. Dans ces cellules de grève, les ouvriers découvrent la force de l'organisation. Ils peuvent distribuer les tâches et chacun peut contribuer selon ses possibilités. La formation sur base de *Solidaire* ou en regardant une vidéo permet aux travailleurs d'élargir leurs horizons au-delà de leur propre entreprise. Ils voient comment le parti fonctionne, quel appui il représente dans la lutte contre le capitalisme. Nous avons vu qu'une collaboration organisée pendant un mouvement de grève amène beaucoup d'ouvriers à ensuite adhérer au parti.

Ces collaborateurs auront-ils tout de suite la carte du parti ?

Georges. Non, nous voulons que les gens puissent choisir consciemment. Nous organisons donc d'abord deux réunions de formation pour leur expliquer le programme et l'histoire du parti. Lors d'un entretien personnel avec la personne en question, nous parlons de ses expériences dans la lutte de classe, des questions qu'elle se pose sur le plan politique et de la tâche qui pourrait lui convenir le mieux. Cette discussion personnelle permet aux responsables de mieux adapter les cinq formations qui suivront aux expériences personnelles de chacun. Auparavant, nous avions une procédure similaire, mais pour beaucoup d'ouvriers, les formations étaient trop difficiles.

Aujourd'hui, elles sont conçues différemment : d'abord une brève introduction sur vidéo avec discussion. Dans la deuxième partie, nous discutons avec les travailleurs de leur travail et de leurs expériences, ce qui leur permet d'apprendre les uns des autres. L'ensemble des formations dure maximum six mois. Le candidat reçoit ensuite sa carte du parti et sera organisé dans une cellule de base.

Jusqu'où vont vos ambitions d'élargissement du parti ?

Kris. Lors de notre enquête, nous avons eu un entretien intéressant avec le communiste liégeois Marcel Baiwir. Il nous a expliqué que dans les années 50, 60 et 70, le Parti communiste avait, à l'usine Ougrée-Marehay, fusionnée plus tard avec Cockerill et comptant 20.000 ouvriers, une section d'usine de quelque 300 membres dirigée par un bureau de sept à neuf personnes, tous ouvriers et syndicalistes de l'entreprise. La comparaison avec le PCB de l'époque n'est bien entendu pas entièrement valable. Marcel Baiwir a expliqué que cette percée du PCB était le résultat des positions qu'il avait prises pendant la guerre sur le terrain syndical et politique. Mais nous devons, nous aussi, dans la situation politique actuelle, avoir l'ambition de créer ce genre de sections d'usine dans les grandes entreprises. Dans une entreprise de 5.000 travailleurs, il est certainement possible, dans un délai de cinq années, de créer une telle section comptant trente, quarante ouvriers organisés dans une cellule de base ou une Amicale.

Georges. Tous les militants du parti connaissent de nombreuses personnes qui font déjà quelque chose pour le PTB et rencontrent tous les jours de nouvelles personnes qui s'intéressent au parti. Si nous leur demandons à tous de devenir membres du parti, nous pouvons nous fixer un objectif aussi élevé.

Marcel. Nous lançons une campagne "Rejoignez le PTB" et nous appliquerons d'abord notre nouvelle approche aux principales entreprises. Dans les semaines à venir, nous évoquerons dans *Solidaire* toutes les expériences et tous les problèmes pour que cette campagne puisse s'étendre à l'ensemble du parti et dans les meilleures conditions.

Vous parlez de cellules d'usine. Est-ce que cela signifie que seuls les ouvriers peuvent devenir membre d'une cellule de base ?

Kris. En octobre, nous avons tenu une conférence avec les responsables des cellules d'usine afin de les mobiliser autour de notre nouveau concept. Nous voulons procéder par étapes : d'abord les cellules de base des grandes entreprises, qui restent nos "bastions"; et dans un deuxième temps, forts de cette expérience, nous verrons comment l'appliquer ailleurs.

Nous poursuivrons ce débat dans les articles que *Solidaire* y consacra toutes les deux semaines !



Tous ceux qui effectuent une tâche pour le parti, comme ici distribuer des tracts dans les boîtes-aux-lettres, ont leur place dans le parti.

«Ca me semble chouette !», me dit Liliane

Réactions positives à la brochure PTB

Pour demander aux ouvriers de devenir membre du parti, le PTB a élaboré une petite brochure, "Rejoignez le PTB". Douze ouvriers et ouvrières s'y présentent et expliquent comment ils ont découvert le PTB, ce qu'ils y ont trouvé de positif, leurs questions et hésitations, comment ils les ont surmontées en rejoignant le parti. Ils racontent ce qu'ils font comme membres du parti et précisent que chacun peut apporter sa contribution selon ses moyens.

Des camarades ont déjà utilisé la brochure en visitant des membres de l'Amicale, des sympathisants plus ou moins proches du parti depuis un certain temps, ainsi que de nouveaux collaborateurs. Leur expérience est unanime : la brochure est très bien accueillie.

Prêts à rejoindre le parti si l'on répond à leurs questions

Mais de nombreux camarades n'ont pas encore démarré. D'autres travaillent avec hésitation, mais doivent bien constater que de nombreux sympathisants sont prêts à rejoindre le parti, à condition qu'on puisse répondre à

leurs questions concrètes. Citons l'exemple de ce militant d'Anvers : «Liliane, 34 ans, est une ouvrière au chômage. Elle a travaillé à la commune, mais a perdu son emploi. Depuis lors, n'ayant pas de qualification, elle n'a plus trouvé de travail. L'exploitation du travail intérimaire l'indignait. Pendant les campagnes électorales de l'année dernière, je suis allé la trouver. Elle est devenue membre de l'Amicale du PTB. J'ai continué à lui rendre visite régulièrement. Elle est contente de ces visites qui lui permettent de bavarder un peu et de parler de ses difficultés. Elle tente de son mieux, dans le cercle restreint de ses connaissances, de réagir contre le système et de présenter le PTB comme alternative. Mais elle a peur de se jeter dans la masse anonyme et de militer ouvertement pour le parti. Lors de ma dernière visite, au moment où je m'apprêtais à partir, j'ai sorti la brochure "Rejoignez le PTB" que je voulais lui donner pour qu'elle la lise. Je comptais lui en reparler lors de ma visite prochaine, car je ne voulais pas la brusquer. Mais je m'étais trompé, car parcourant rapidement la brochure, elle m'a dit : "C'est quoi ? Cela me semble chouette !" Son enthousiasme m'a pris au dépourvu. Je lui ai alors

expliqué que nous menons une campagne d'adhésion au PTB et que nous voulons organiser dans le parti tous les sympathisants qui nous donnent un coup de main. Je lui ai expliqué qu'il y a de la place pour chaque collaborateur, quelle que soit sa contribution. J'ai lu avec elles les pages d'introduction et je lui ai indiqué les conditions minimum.

Une soirée vidéo et discussion à la maison

Je lui ai dit que nous prévoyons deux formations pour mieux connaître le parti et cinq formations pour devenir membre. Elle m'a regardé d'un air pensif. Elle croyait que ces formations se dérouleraient à Anvers — elle habite loin de la ville — et que les participants seraient très nombreux. Cela lui faisait peur. Je lui ai dit que le cycle aurait lieu dans sa commune, avec trois ou quatre autres personnes, que nous nous réunirions une fois par mois pour regarder une vidéo et en discuter. L'idée de soirées de formation, en groupe restreint, à son domicile où elle est à son aise, lui plaisait. Elle a pris sa décision tout de suite : "Je deviens membre !" me dit-elle...

Oui, envoyez-moi la brochure "Rejoignez le PTB"

Nom et prénom :

Rue et n° :

Code postal et commune :

Téléphone :

- Envoyez-moi ex. de la brochure "Rejoignez le PTB"
 Je souhaite un entretien avec un militant du PTB

Bon à renvoyer au PTB, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

"Rejoignez le PTB" : un choix de témoignages



Achilles Van Brussel, 43 ans, ouvrier de la ville de Gand : «C'est lors d'une réunion de la FGTB que j'ai découvert Solidaire. J'y ai trouvé tout un matériel fort intéressant que je pouvais utiliser lors de mes réunions syndicales. La lecture de Solidaire est à la base de mon choix d'adhérer au parti. J'ai trouvé dans ce journal une alternative, des analyses excellentes sur la société dans laquelle nous vivons.»

Fabrice Ducarme, 28 ans, menuisier, membre de la CSC : «Avant que je ne connaisse le parti, j'étais un petit peu aigri. J'ai toujours travaillé dans de petites entreprises et je sais ce que le capitalisme signifie pour nous, les ouvriers : de bas salaires, de mauvaises conditions de travail, l'obligation de faire des heures supplémentaires, etc. Maintenant, j'ai un but dans la vie, je vois une alternative.»



Malika Boulbahaiem, 27 ans, chômeuse, étudiante pour devenir travailleuse multiculturelle : «Quand j'ai appris à mieux connaître le parti, j'ai eu le sentiment d'avoir trouvé ce que je cherchais depuis très longtemps. Avant, la politique ne m'intéressait pas. Au fond, je ne comprenais pas tout ce qu'on racontait à la TV. Maintenant, grâce à la formation que j'ai reçue dans le parti, tout me paraît si logique ! Je suis devenue beaucoup plus critique.»



Julien Hoyaux, 41 ans, travaille depuis 22 ans à la SNCB et est membre de la CGSP : «J'ai adhéré au PTB parce que je trouve que les ouvriers des chemins de fer doivent s'unir. En tant que membre du syndicat, il est déjà possible d'améliorer les conditions de travail, mais si l'on veut une autre société, il faut devenir membre d'un parti. Et pour moi, c'est le PTB, un parti avec un programme concret, dans lequel les ouvriers se reconnaissent.»



Liza Slembroeck, 56 ans, ménagère : «Avant, je regardais tout du point de vue de ma famille. Maintenant, je vois plus loin. Je veux apprendre comment le monde est fait. Je trouve que les gens ont droit à une vie convenable. Et c'est ce que propose le programme du PTB.»

Marleen Vanmaercke, 39 ans, infirmière : «Avec le parti, un monde nouveau s'est ouvert à moi. J'ai découvert le monde des travailleurs. J'aime beaucoup travailler avec les ouvriers, ils m'apprennent énormément de choses. Je suis toujours touchée par leur enthousiasme. Eux aussi apprennent, par le parti, à connaître un nouveau monde.»

Miranda Boeckarts, 33 ans, ouvrière : «Je trouve très chouette de pouvoir dire que je travaille pour le parti. Partout où je vais, je parle du PTB. A l'usine, je demandais aux gens s'ils connaissaient le PTB et la discussion était lancée. J'essayais de vendre des journaux. J'aime parler de politique avec les gens. Quand ils me disent : «Dehaene va encore nous faire payer...», je réponds «Oui, mais vous n'avez pas voté pour le bon parti. Les capitalistes veulent seulement faire des bénéfices et nous en sommes toujours les victimes. C'est ce capitalisme que le PTB veut détruire.»

Freddy Visconti, 43 ans, ouvrier à Cockerill Sambre : «Oui, mais que faut-il vraiment faire quand on devient membre du PTB ? me demande-t-on souvent. Chacun peut apporter quelque chose au parti. C'est comme un grand mur : chaque membre est une brique et chaque brique est nécessaire. Chacun fait quelque chose à sa mesure à soi. Et tous nous avons un but commun : libérer la classe ouvrière.»



Schaerbeek : le commissaire, ex-Front de la Jeunesse, exécute le programme du Vlaams Blok

Jan Fermon et Danny Goderis

Le commissaire de police de Schaerbeek, Demol, a été membre de la milice fasciste "Front de la Jeunesse", affirme le quotidien De Morgen sur base d'un rapport de la gendarmerie. Demol nie et l'administration de Schaerbeek le soutient. Le ministre socialiste Vande Lanotte parle d'une erreur de jeunesse. Mais la pratique policière de Demol traduit une vision d'extrême droite copiée du Vlaams Blok...

Dans les communes bruxelloises, les problèmes sociaux sautent aux yeux. Ces dernières années, la politique de restriction a rendu la situation insupportable : le chômage prend des proportions dramatiques parmi les jeunes, des familles vivent dans des maisons humides et trop exigües, certaines écoles sont négligées.

Police, gendarmerie et administrations communales rappellent sans cesse aux jeunes immigrés qu'ils sont des citoyens de second rang. Ils sont toujours privés des droits politiques et sociaux les plus élémentaires. Certains jeunes recourent à la petite criminalité car ils ne voient pas d'autre issue pour améliorer leur situation financière.

Social, connais pas !

Bêtises, dit Demol. La cause de la petite criminalité n'est pas du tout sociale : «On ne peut quand même pas dire qu'aujourd'hui les gens sont laissés à leur sort; jamais dans l'histoire l'accompagnement social n'a été aussi grand» (1).

Crise, chômage, nombre croissant de familles qui doivent recourir au CPAS ? Demol n'en a jamais entendu parler. Que connaît-il, alors ? «Le laxisme général. (...) A mes yeux (...) l'autorité est trop minée» (1). Dans son programme électoral de 1995, le Vlaams Blok écrit :

«Il n'existe quasiment aucun lien entre la criminalité et la crise économique. Les causes principales de la criminalité croissante ne sont pas de nature matérielle mais ethno-culturelle : l'influence néfaste de mai 68, l'estompement des normes, le manque de valeurs morales» (2). La "dégradation des moeurs" est un autre slogan de l'extrême droite pour détourner les yeux des problèmes sociaux et économiques et faire porter aux simples gens la responsabilité de tout ce qui va mal.

Demol ne dit mot de la lutte contre la criminalité en col blanc. Sa guerre est exclusivement orientée contre la petite criminalité. Il envoie dans la rue des agents en civil et installe des caméras dans les quartiers populaires, exactement comme le propose le Vlaams Blok (2). «A Schaerbeek, nous avons maintenant des caméras cachées partout, déclare Demol. Nous filmons au départ de maisons particulières, mais aussi de coffres de voiture, si c'est nécessaire... Et je ne vais certainement pas les placer sous l'éclairage public où tout le monde pourra les voir» (1).

Approche musclée contre les petits

Entre-temps, des caméras sont aussi fixées sur les poteaux d'éclairage public.

Du commissariat, la police surveille certains carrefours importants. Dans la lutte contre le trafic de drogue, ces caméras visibles sont bien entendu absolument inutiles : les dealers se déplacent ailleurs. Demol développe donc un réseau de caméras visibles et cachées grâce auxquelles la police peut voir très précisément qui entre en contact avec qui, qui visite qui, où les jeunes se rassemblent.

La cellule financière créée au sein de la police de Schaerbeek sous l'impulsion de Demol ne s'occupe pas de rechercher les grands fraudeurs. Elle veille par contre à ce que la maison et la voiture des parents des petits dealers soient saisies. Souvent, il s'agit de personnes qui ont trimé toute leur vie pour économiser un peu d'argent. Celui qui ne peut pas prouver jusqu'au dernier franc l'origine de son argent perd tout.

Cela aussi, c'était une proposition du Vlaams Blok : «Toutes les ressources financières des trafiquants de drogue condamnés doivent être saisies à moins qu'on puisse prouver qu'elles n'ont pas été acquises par le trafic de drogue.» (2)

Moins de travail, plus de prison

Un emploi et un revenu convenable pour tous, l'égalité des droits pour les immigrés sont des moyens élémentaires pour assurer aux jeunes un avenir digne. Si l'on résoud ces problèmes

sociaux et ces discriminations, la petite criminalité fondra comme neige au soleil. Mais la politique d'économie accroît le chômage, détruit tous les équipements sociaux, d'abord dans les communes pauvres, et accule des centaines de jeunes à la petite criminalité. Le Vlaams Blok est d'accord avec toutes les mesures d'économie du gouvernement et trouve même qu'elles ne vont pas assez loin. En même temps, le Blok, comme tout parti fasciste digne de ce nom, en appelle à un État policier. Augmenter les forces de police pour briser la colère populaire. Naturellement, on ne le dit pas en ces termes. On colle des affiches avec le slogan : "Criminalité : la manière forte". Le Vlaams Blok veut plus de policiers et plus de prisons, comme aux Etats-Unis. La solution fasciste aux problèmes économiques et sociaux des jeunes. Demol partage ce point de vue à 100 % : «Je pense que la criminalité doit être abordée très durement.» (1)

Le Blok veut donner à la police plus de personnel et de moyens pour qu'elle puisse être présente en permanence sur la voie publique (2). Demol est fier que son corps de police ait doublé depuis sa nomination en 1994, passant à 383 agents, et que les patrouilles se soient multipliées.

Demol ne veut rien savoir non plus des causes sociales de la délinquance des jeunes. «Au contraire, nous devons considérer le délin-

Rambo-Demo



Victime de la terreur fasciste de la police qui sévit dans de plus en plus de com

quant comme dangereux pour la société et donc comme quelqu'un que l'on peut isoler temporairement en le mettant derrière les barreaux.» (1) Le Blok plaide lui aussi pour des peines plus longues et effectives et pour l'extension du régime pénitentiaire. (2)

La guerre raciste du commissaire

Le Blok décrit les quartiers immigrés comme des ghettos, inaccessibles à la police et à la gendarmerie et où règne la terreur de la rue. Dans ces quartiers, il faut rétablir le droit et l'ordre de toute urgence, notamment par des contrôles d'identité systématiques. (3)

Demol est parfaitement d'accord. Et de répondre à Humo qui lui demande si, à Schaerbeek, le trafic de drogue est essentiellement aux mains des immigrés : «Je ne dirais pas essentiellement, j'ose presque dire entièrement. Nous avons des Albanais, des Turcs, des

Marocains, mais des Belges, du moins des Belges d'origine, nous n'en avons pas encore arrêtés, ou à peine... Les revendeurs sont presque tous des immigrés de la deuxième ou de la troisième génération.» (1)

Le grand trafic de drogue est aux mains d'hommes d'affaire respectables qui recrutent des jeunes des quartiers pour le commerce de rue. Et dans les quartiers populaires de Schaerbeek, ce sont souvent des jeunes immigrés. Étant donné que Demol ne s'en prend qu'à la petite criminalité, et ne s'intéresse pas aux gros poissons, il rencontre effectivement sur son chemin davantage de jeunes immigrés.

Et Demol passe discrètement sous silence le commissaire Medaer, belge à 100 % et membre de son propre corps de police à Schaerbeek. L'homme est en fuite depuis près de deux ans car il est soupçonné d'être un des principaux organisateurs du trafic de drogue dans la commune.

Demol veut la guerre

L'affirmation suivante de Demol est encore plus grossière : «En ce qui concerne le fond de l'affaire, je veux affirmer clairement que tous ces petits groupes d'immigrés que l'on voit en rue à Schaerbeek ou à Bruxelles ne sont pas du tout des "phénomènes culturels", comme on le prétend parfois. Ils ne sont pas là parce que c'est dans leur culture, ils sont là pour vendre de la drogue.» (1)

Et lorsque le journaliste de Humo se demande si certains de ces jeunes immigrés ne sont quand même pas en train de

discuter de football, le commissaire de Schaerbeek répond : «Mais non. Et s'ils le font, ils sont selon moi moralement complices parce qu'ils savent parfaitement ce que les autres sont en train de faire.» (1) Cette mentalité de guerre ne peut conduire, à terme, qu'à instaurer dans les faits l'état de siège à Schaerbeek. Et cette guerre, Demol la veut.

(1) Humo, 13.7.95. (2) Programme du Vlaams Blok pour les élections européennes. (3) Programme en 70 points du Vlaams Blok, points 15 et 49.



Le commissaire de Schaerbeek Demol a été membre de la milice d'extrême droite Front de la Jeunesse, responsable de l'assassinat de Ben Hamou en 1981 et de l'incendie de la Maison Arabe dans la rue des Chartreux en 1979.

Le PTB contre Demol

— En novembre, le PTB avait organisé un débat avec le commissaire de Schaerbeek Demol sur le thème "Police, racisme, criminalité et répression". Jan Fermon, avocat du PTB, a démonté la démagogie de "la loi et l'ordre" de Demol. La vidéo "Le PTB contre Demol" est à emprunter (100 F) ou à vendre (300 F) à Vidéo-Projet Solidarité Internationale, rue de la Caserne 68,

1000 Bruxelles (02/513 77 60).

— Au Centre pour l'Égalité "La Clé", chaussée de Haecht 276 à Schaerbeek, siège l'asbl Ligne d'Alarme. Les victimes ou les témoins d'une agression raciste de la police ou de fascistes peuvent téléphoner au 02/245.83.72. Des médecins, avocats et une équipe de bénévoles mènent la lutte pour l'égalité des droits.

Demol : erreur de jeunesse ?



plus de communes bruxelloises.

Un sale coup de la gendarmerie et de Vande Lanotte ?

Le ministre SP : «Demol devait frapper fort, mais pas ainsi...»

Demol affirme que le rapport qui a fait l'objet de la fuite est l'oeuvre de l'état major de la gendarmerie. La gendarmerie, dont il faisait partie autrefois, voudrait le liquider et pourrait compter sur le soutien indirect de la police. Du reste, le ministre de tutelle, Vande Lanotte, ministre de l'Intérieur (SP) avait déjà critiqué Demol. Si la gendarmerie a organisé cette «fuite», ce n'était certainement pas dans l'intention d'écarter un «fasciste» de l'appareil policier. Car, dans ce cas, le commandant de gendarmerie aurait pu intervenir beaucoup plus tôt. Le rapport du major de gendarmerie Kensier sur les liens fascistes du gendarme Demol et le Front de la Jeunesse ont aussi été étouffés. (1) La gendarmerie était donc au courant depuis des années du passé «noir» de Demol. La justice était au courant elle aussi. Vande Lanotte a déclaré que ni la gendarmerie ni la justice n'avaient émis de réserves lors de la nomination de Demol au poste de commissaire de police en 1994. (2) L'attaque éventuelle de la gendarmerie contre Demol n'a donc rien à voir avec l'antifascisme.

Oui, oui, un État policier !

Vande Lanotte a du reste réagi avec beaucoup de circonspection. «Ce n'est pas parce que des gens ont fait certaines choses il y a dix ans que l'on peut en tirer des conclusions aujourd'hui.» (2) Ce n'était pas une faute de jeunesse. Aujourd'hui, Demol met en pratique les idées du Front de la Jeunesse. Un antifasciste démettrait Demol immédiatement de ses fonctions. Vande Lanotte, lui, n'y voit aucun problème. Les ministres socialistes Tobback et Vande Lanotte ont investi massivement dans la répression depuis la révolte des jeunes à Forest en 1991. Par les contrats de sécurité, le gouvernement national et les régions ont investi, depuis 1992, 4,8 milliards de francs supplémentaires dans le renforcement des services de police. Alors qu'on pratiquait des coupes sombres dans tous les autres services publics, la police communale a vu son personnel augmenter de 1.529 nouveaux membres (820 civils et 709 agents de police). La police de Schaerbeek a reçu 124 millions, 11 policiers supplémentaires et 50 civils. (3) Sur ce point, Vande Lanotte et Demol ont travaillé main dans la main. La politique fasciste de Demol est donc cofinan-

cée par le gouvernement PSC-PS. Pourtant, Vande Lanotte critique les méthodes du commissaire Demol. (4) Demol travaille avec de jeunes agents en civil qui enfoncent des portes et s'en prennent aux jeunes immigrants dans le plus pur style Starsky and Hutch. Vande Lanotte estime que c'est trop tapageur : «Je ne veux pas qu'il y ait des problèmes», dit-il, et d'ajouter immédiatement : «Mais je comprends bien que Demol devait faire quelque chose, qu'il devait frapper fort. Mais la manière dont Demol étale sa manière forte ne me semble pas être la manière d'amener au calme la population de Schaerbeek.» Faites-le donc, mais faites-le discrètement. Outre la répression, les ministres SP de l'Intérieur misent aussi sur diverses formes de contrôle social. Avec leur projet de prévention, ils tissent le quadrillage de la population. Clubs de jeunes, de sport, maisons de quartier, gardiens de parcs, travailleurs sociaux, concierges, services sociaux, sont placés sous la direction de la police, et la gendarmerie est aussi renforcée de manière spectaculaire. Vande Lanotte espère maintenir sous contrôle l'inévitable mécontentement que suscite la politique de crise du gouvernement. Il reproche uniquement à Demol son

approche unilatérale, qui attise davantage la colère.

Pas d'accord sur la répartition des tâches

Tobback et son successeur Vande Lanotte se profilent comme les grands défenseurs de la gendarmerie. Par la collaboration entre la police communale et la gendarmerie dans le cadre des «zones interpolice», les petites polices communales sont placées sous la dépendance de la gendarmerie. Vande Lanotte veut établir une répartition des tâches, la gendarmerie — dans le rôle de pivot — assurant le véritable travail de police et la police communale étant chargée de la prévention, du travail «doux» dans les quartiers. Vande Lanotte estime que Demol, avec ses méthodes, empiète sur le terrain de chasse réservé de la gendarmerie, notamment lorsqu'il envoie ses agents en civil dans la rue ou qu'il les fait travailler «undercover». C'est bien la seule raison pour laquelle la gendarmerie voudrait écarter Demol.

1. De Morgen 13.1.96. 2. De Morgen 15.1.96. 3. Contrats de sécurité 1994, Analyse des initiatives de 29 villes et communes belges. Ministère de l'Intérieur, Secrétariat à la politique de prévention. 4. Humo, 8.8.95.

La carrière de Demol

Le rapport du major de gendarmerie Kensier établit un lien entre Demol et le vol d'armes au groupe Diane à Etterbeek en 1982. (1) Ce vol aurait été préparé par un noyau de gendarmes d'extrême droite. Ce «groupe G» travaillait sous l'aile du dirigeant du Front de la Jeunesse (FJ), Francis Dossogne. Plusieurs membres du FJ se sont retrouvés derrière les barreaux pour meurtre et agression. Le vol d'armes, le groupe G et le FJ apparaissent dans l'enquête sur la Bande du Brabant wallon. Demol appartenait donc à une des organisations les plus violentes que la Belgique ait jamais connues. Selon Kensier, l'objectif du FJ était de «créer un climat d'insécurité dans les organes officiels pour provoquer ainsi un renforcement des services de sécurité.» Dans les années 70, Demol a voulu imposer son idéal fasciste d'un appareil policier fort en s'infiltrant dans la gendarmerie. Maintenant, il le

fait en tant que commissaire de police à Schaerbeek. Patrick Sessler, élu du Front National (FN) à Schaerbeek, l'a soutenu immédiatement après la fuite du rapport de gendarmerie. (2) Le Vlaams Blok, lui aussi, accorde un long interview au «plus célèbre commissaire de police de Belgique» dans le numéro de janvier du journal du parti. (3) L'administration communale de Schaerbeek, où Écolo et le Parti Socialiste sont représentés, continue à soutenir Demol et affirme qu'«il n'a jamais utilisé un langage raciste ni manifesté de sympathie pour l'extrême droite». (2) Son langage prudent ne masque toutefois pas sa pratique : celle-ci démontre que Demol reste un fasciste et que son appartenance au FJ n'est pas un péché de jeunesse. C'est pourquoi Demol doit être licencié sans délai et qu'une enquête sur ses liens passés et présents avec les fascistes doit être ordonnée.

Elliott Ness comme modèle

Le grand modèle de Demol, c'est Elliott Ness et ses «incorruptibles». (3) Début 1995, il était en visite au FBI à New York, des gens «qui travaillent exactement comme lui». Les Etats-Unis sont son modèle. Aux Etats-Unis, la misère s'est répandue de manière spectaculaire. Les salaires réels des travailleurs ont baissé de 11,2 % entre 1973 et 1993. Plus de 39 millions d'Américains vivent maintenant en dessous du seuil de pauvreté : un jeune sur quatre, 33,1 % des noirs. (4) En réponse, le gouvernement américain déploie une répression croissante.

455 nouvelles prisons ont été construites entre 1982 et 1992. Chaque année, les Etats-Unis dépensent 29 milliards de \$ pour le régime pénitentiaire. (5) En 1994, la barre de un million de prisonniers a été franchie, ce qui représente 1 adulte sur 193. 53 % des prisonniers appartiennent à la catégorie des revenus inférieurs à 300.000 F par an. 32% ont même un revenu inférieur à 150.000 F. (6) Naturellement, la répression ne change rien à la criminalité qui s'enracine dans la misère croissante. Chaque jour, onze enfants sont tués par balle aux Etats-Unis. (7)

La police de Schaerbeek «live»

Faïza habite rue de l'Est, à Schaerbeek. Elle raconte : «C'était le 2 février 1995, vers minuit et demie. Je les ai vus arriver... Une quinzaine d'hommes, skins, clochards mais aussi quelques-uns en costume et cravate. Ils ont enfoncé la porte de deux maisons dans la rue. J'ai pensé que j'étais dans un film. A ce moment, des combis de police ont bouclé la rue.» Dans la première maison, un des hommes de Demol a placé son revolver sur la tempe d'une femme de 75 ans. Dans la deuxième maison, un policier a frappé une fillette sur la tête avec son walkie-talkie, ce qui lui a valu

cinq points de suture. Le fils est sorti de cette «perquisition» avec un bras et le nez cassés. La mère a été saisie à la gorge et tirée par les cheveux. Le père a été menotté puis battu. Jamais un mandat de perquisition n'a été montré. Les policiers n'ont pas sonné mais ont enfoncé la porte. Dans les deux maisons, le mobilier a été brisé. (8)

(1) De Morgen, 13.1.96. (2) De Morgen, 16.1.96. (3) Journal du Vlaams Blok, janvier 1996. (4) NRC Handelsblad, 7.10.94. (5) Revolutionary Worker, 22.10.95. (6) L'Echo, 18.2.94. (7) Le Soir, 8.6.95. (8) Solidaire, 1.3.95

Une alternative anticapitaliste, sinon les cheminots paieront !

Pour un refinancement de la SNCB

Les négociations entre la direction SNCB et les syndicats continuent et ont débouché, la semaine dernière, sur des engagements de la direction concernant l'offre voyageur. Un nouveau plan transport est annoncé, promettant davantage de trains en 1998. Qu'en est-il ?

Guy Durail

En 1998, l'augmentation la plus importante de trains concernera les TGV; une bonne partie des travaux seront alors terminés. Quant au service intérieur, des promesses sont faites pour... 2002. Pas de réouverture de lignes ou de gares, mais la prolongation des trains actuels circulant sur des lignes importantes. Ces projets sont établis sur la base des chiffres de fréquentation des trains en 1995. Quand on sait que d'ici 2002, les tarifs voyageurs auront augmenté de 28 % (4 % par an !), on peut se demander ce qu'il restera de la clientèle actuelle et donc de ces grandes promesses !

Davantage de trains et moins de cheminots ?

Dans le cas peu probable où tous les voyageurs actuels voyageraient encore en train en 2002, c'est le manque de cheminots qui empêcherait la réalisation de ce plan. C'est se moquer du monde que de

promettre plus de trains en supprimant en même temps 9.000 cheminots ! Il n'y en a déjà plus assez actuellement pour garantir l'entretien et la sécurité ! La prolongation des trains dégraderait aussi les conditions de travail du personnel qui, trop souvent, n'a déjà plus le temps de souffler durant ses neuf heures de travail ! On peut donc affirmer que ces promesses ne servent qu'à donner des illusions aux navetteurs et aux cheminots et diviser le front de résistance au plan Schouppe-Damar. Le PTB propose le développement du service public, mais par le refinancement et les embauches nécessaires, et surtout en fonction de l'intérêt de la population. Donc, par la réouverture de lignes et de gares rurales, l'augmentation de la fréquence des trains et la diminution des tarifs voyageurs !

Les négociations prévoient aussi la constitution d'un nouveau fonds de restructuration de 95 milliards. Il servirait notamment à payer les agents «excédentaires» à concurren-



Une alternative anticapitaliste, voilà ce qu'il faut pour organiser la volonté de lutte et modifier les rapports de force aux chemins de fer (et ailleurs).

rence de 25,5 milliards. On peut donc estimer qu'environ 4.000 cheminots vont à nouveau se retrouver dans le pool de restructuration. Cette mesure est certainement prise dans le but d'adoucir la suppression d'emplois. En effet, si 4.000 cheminots étaient mis en disponibilité, plus rien ne pourrait éviter une grève dure !

Des milliers d'agents «pool»

Mais les suppressions d'emplois avec départs «naturels» sont-elles plus acceptables ? Non ! Ce seront toujours 9.000 jeunes qui resteront au chômage et le service public qui souffrira du manque d'emplois nécessaires à son fonctionnement et à sa sécurité.

Schouppe pourra aussi réaliser en partie ses vœux en matière de mobilité et de flexibilité. Car les agents «pool» sont déjà utilisés selon d'autres conditions statutai-

res que les agents du cadre.

Pour une alternative anticapitaliste

Si les dirigeants syndicaux nationaux se laissent prendre dans de tels pièges, s'ils acceptent de négocier un volet social qui fera payer les cheminots, c'est par manque d'une alternative acceptable pour eux. En effet, la bourgeoisie use de diverses méthodes pour les convaincre qu'il n'existe que le système du marché libre. Quand on ne voit aucune issue au système capitaliste, on admet que les travailleurs fassent des sacrifices puisque c'est l'essence même de ce système.

La gauche syndicale doit donc se battre maintenant pour faire entrer une alternative anticapitaliste dans les débats du syndicat. Le choix pour les cheminots ne doit pas être de sacrifier 70 milliards ou 27 milliards. Il doit se faire entre

sacrifier les travailleurs ou faire payer les riches.

Le PTB a une alternative, détaillée dans son grand Référendum des travailleurs. En résumé, un impôt annuel de 2 % sur les fortunes supérieures à 20 millions, la taxation des revenus du capital comme ceux du travail, l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des entreprises (821 milliards) et la diminution de 2 % des intérêts payés aux banques sur la dette de l'Etat. Ces mesures permettraient de refinancer les services publics pour les mettre au service de la population, de sauver la Sécurité sociale et de créer de l'emploi.

Il s'agit d'abord d'arrêter le plan Schouppe-Damar afin d'ouvrir le débat du refinancement, comme dans l'enseignement, la Sécurité sociale et tous les services publics. Le rapport de force sera alors en faveur des travailleurs, et par la lutte commune, ils pourront imposer une alternative anticapitaliste !

Privé de Public

Gérard de Sélvs présente son nouveau livre: "Privé de Public", écrit comme un polar, et qui décortique les stratégies de privatisations. Il s'entretiendra avec Jacques Lorez, président de la CGSP (FGTB services publics) et Pierre Bertin, vice-président de la SCCC (Syndicat chrétien des services publics de communication).

Hier, les industriels, les banquiers et le gouvernement ne juraient que par les secteurs publics; aujourd'hui, ils privatisent avec rage. Pourquoi ? Mot clé : bénéfices...

Au Centre international, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, mercredi 7 février, à 18h (notez bien l'heure).

Les cheminots sont-ils vraiment "en surnombre" ?

Pour des trains confortables, bon marché et sûrs, il faut plus de personnel !

Geert Goderis

Régulièrement, les gens que nous interpellons pour leur demander de soutenir la lutte des cheminots nous répondent : "Mais les cheminots sont tout de même en surnombre, non ?" Nous avons demandé l'avis de quelques camarades cheminots.

Jean. Le gouvernement a choisi de mettre les chemins de fer au service du patronat européen. C'est-à-dire investir dans le TGV pour permettre aux capitalistes de voyager et de

transporter rapidement leurs marchandises à travers l'Europe. "Time is money". Mais le TGV coûtant de nombreux milliards, ils démantèlent le réseau intérieur. Depuis le début des années 80, des dizaines de lignes et de gares ont été fermées, entraînant la suppression de vingt mille emplois. Le plan actuel vise à ne conserver que six grands axes pour le réseau intérieur et à supprimer encore 8.500 emplois. On fait également d'importantes économies sur le confort des usagers.

Mais les trains arrivent réguliè-

ment en retard. Les voyageurs ratent leurs correspondances. Les signaleurs qui veulent arrêter le deuxième train jusqu'à ce que le premier soit arrivé sont sanctionnés par la direction. Le matériel est mal entretenu. Les pannes de moteurs ou de wagons sont nombreuses. Les WC hors service ne sont plus réparés. Les conditions de voyage sont si déplorables qu'on chasse les usagers. Je sais de quoi je parle, puisque je prends très souvent le train.

Maurice. Les chemins de fer au

service du capital ou au service de la population, voilà la question. Pour offrir un transport public confortable et bon marché dans l'ensemble du pays, il faut rouvrir des lignes et embaucher de nouveaux cheminots. La même contradiction existe au niveau de la politique du personnel. Depuis 1983, la productivité a augmenté de 30 %. Ce n'est pas encore suffisant pour la direction. Elle veut faire de la SNCB une entreprise privée. Le maximum de bénéfice, le maximum d'exploitation.

Mais nous ne voulons pas connaître des situations comme à General Motors, l'Auschwitz moderne des travailleurs. Nous ne voulons pas sacrifier notre santé pour enrichir notre patron. Dans ce pays, un million de personnes sont sans emploi. Nous voulons qu'il y ait du travail pour tous, et que chacun puisse s'épanouir dans son travail.

D'autres arguments, d'autres questions ?

Envoyez-les à Solidaire. Nous vous garantissons une réponse sur cette page.

Terreur d'Eltsine et de Doudaev

Tchéchénie : la population civile victime d'une guerre pour le pétrole

Des preneurs d'otage tchéchéniens ont frappé à nouveau dans le village frontalier de Pervomaïskaïa, mais aussi en Turquie et dans la capitale tchéchéne, Grozny. Les troupes russes ont bombardé le village sans répit, jusqu'à y mettre le feu. Les monopoles s'affrontent dans le Caucase dans une sale guerre pour du pétrole.

Jef Bossuyt

Kilziar était en 1990 un petit village pacifique du Daghestan soviétique. Vignerons russes, tchéchéniens et autres nationalités y produisaient ensemble un cognac local renommé. Dans la Tchéchénie voisine, une industrie de transformation du pétrole s'était développée. Mais Eltsine a réalisé, en août 1991, son coup d'État à Moscou, qui mit fin à l'Union soviétique et au socialisme. Eltsine a appelé les régions à «prendre le maximum d'autonomie qu'elles puissent supporter». Doudaev, jadis allié d'Eltsine dans le coup d'État, a pris cet appel au sérieux et s'est déclaré président de la Tchéchénie. En même temps, il a voulu faire de la Tchéchénie un petit État pétrolier "indépendant". Ce qui n'était possible qu'avec le soutien de l'Occident. Et le pipeline qui traverse la Tchéchénie est donc devenu l'enjeu d'un conflit entre compagnies pétrolières.

Des colonnes de chars russes ont tiré sur tout ce qui bougeait

Les habitants de Kilziar l'ont surtout ressenti en décembre 1994. Des colonnes de chars russes, en route pour détruire Grozny, ont traversé le village. Ils ont tiré sur tout ce qui bougeait. En janvier 1996, dans le sens contraire, un commando tchéchéne a envahi le village, occupé l'hôpital et pris 2.000 hommes en otage. Le commando a emporté cent soixante de ces otages, mais a été bloqué dans le village frontalier de Pervomaïskaïa.

Iouri Terentiev, du Parti communiste russe des Travailleurs (le parti de Victor Anpilov) a déclaré à Solidaire : «Les événements de Pervomaïskaïa sont la conséquence de la liquidation de la souveraineté et de la propriété populaire par Eltsine. "Prenez autant de souveraineté que vous voulez", déclarait-il. Il s'agissait d'un appel à piller la propriété du peuple. Cette politique a conduit à une violence continue entre les pilliers. Doudaev veut s'approprier le pétrole tchéchéne. Eltsine n'est pas prêt à le lâcher; il veut sauver son économie en faillite. L'équation est claire : Eltsine + Doudaev = guerre. Eltsine a bradé notre territoire, il ne peut se présenter en défenseur de celui-ci.»

La chute de l'Union soviétique a ouvert la porte aux compagnies pétrolières occidentales. En avril 1992, la compagnie française Elf-Aquitaine a reçu au Kazakhstan la concession d'Aktioubinsk. L'amé-

ricaine Chevron a acquis, en mai 1992, la zone de Tengiz. Un groupe de neuf compagnies a conclu, en septembre 1994 en Azerbaïdjan, un contrat pour l'exploitation de la Mer Noire. British Petroleum en a la direction, avec 17 % des parts. Cinq compagnies américaines contrôlent 40 % et la société russe Loukoil, 10 %. La guerre de Tchéchénie en 1994 était la réponse militaire du lobby pétrolier russe pour conserver le Caucase.

L'Occident mise sur Eltsine et Doudaev

L'Occident joue un double jeu. Les impérialistes espèrent d'un côté, forcer le monopole énergétique Gasprom du premier ministre Tchernomyrdine à la coopération et au compromis. Le 30 juin 1995, l'américaine Exxon et la japonaise Sachalin Oil ont obtenu de Moscou une zone proche de la presqu'île de Sakhaline. D'un autre côté, l'Occident soutient Doudaev, afin de mieux s'infiltrer dans la région.

Les diplomates du gouvernement tchéchéne de Doudaev ont fondé une agence de presse dans la ville polonaise de Cracovie, Caucase-Info, et une station de radio qui émet en tchéchéne et en russe. Elles sont parrainées par le bourgmestre de Cracovie, Stanislaw Chandzlik, ancien dirigeant de Solidarnosc. Il a décidé l'envoi d'une aide humanitaire en Tchéchénie et le jumelage entre Cracovie et Grozny. L'installation technique de la radio a été offerte par Solidarnosc. Le bureau d'information n'a pas de compte bancaire propre; il utilise ceux de l'association des journalistes de Cracovie et de Médecins du Monde, qui ont des antennes en Tchéchénie. Avec l'aide de milieux d'affaires polonais, le bureau veut constituer un gouvernement en exil, qui ferait appel à l'Occident si la Russie ne veut pas conclure la paix. Le bourgmestre de Cracovie a déclaré : «Nous voulons aider les Tchéchéniens, comme les occidentaux nous ont jadis aidés. Cracovie sera pour la Tchéchénie ce que Bruxelles n'a jamais été pour Solidarnosc.» (1)

Partis criminels des deux côtés

Cette intervention a reçu un prolongement officiel le 25 mai 1995. Les "pourparlers de paix" entre Russes et Tchéchéniens sont depuis menés à Grozny sous les auspices de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Eltsine et Doudaev ne représen-



De nombreux morts sont restés sur place. Eltsine et Doudaev ne représentent nullement le peuple mais les intérêts impérialistes, ce que prouve leur façon de mener la guerre.

tent tous deux que des intérêts impérialistes, non le peuple. On le constate aussi dans leurs méthodes militaires telles les lâches bombardements et la prise d'otages civils.

Eltsine a détruit Grozny sous les bombes. Ses troupes ont assassiné le 6 avril 1995 des centaines de femmes, d'enfants et de vieillards du village de Samasiki.

Les hélicoptères et l'artillerie russes ont pris sous le feu ce 15 janvier 1996, le village de Pervomaïskaïa.

Les terroristes de Doudaev, de leur côté, enlèvent systématiquement des civils russes qui n'ont aucune responsabilité dans la guerre. Le 14 juin déjà, à Boudianovsk, village du sud de la Russie, ils ont pris l'hôpital par les armes, et ont placé les patients comme boucliers humains devant les fenêtres.

1. Moskovski Novotni, 14 mai 1995.

Connaissez-vous le russe ?

Solidaire met sur pied un groupe de travail pour traduire les documents des communistes russes et étudier l'information occidentale sur l'ex-Union so-

viétique. Voulez-vous en faire partie ?

Ecrivez au PTB, Section internationale, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Voulez-vous visiter la Géorgie ?

La Géorgie est très attirante. C'est aussi un territoire où la dégradation économique a pris des proportions dramatiques. La république est ravagée par des guerres civiles. L'influence américaine est très forte. Mais la Géorgie est aussi la région natale

de Staline, qui y est toujours très populaire. Nous organisons un voyage politique et culturel en Géorgie durant les mois d'été. Intéressé ? Ecrivez au PTB, Section internationale, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

EN BREF

Ex-Yougoslavie

La CIA opère un grand nettoyage

La CIA prépare une série d'opérations secrètes visant à contrôler les activités des opposants politiques et militaires aux accords de paix de Dayton et à renforcer ses liens avec les services secrets locaux. Selon une source gouvernementale, le service secret américain compte «éliminer les mauvais éléments et repérer les bons dans les services de police locaux». La CIA apportera également sa collaboration aux services secrets de l'armée américaine et aux forces armées de l'Otan. Elle se basera sur les expériences en Somalie et à Haïti, où elle a déjà joué un rôle actif dans la protection des militaires, tout en affinant ses méthodes. Grâce à cette mission en Bosnie, la CIA espère redorer son blason, éclaboussé par le scandale de l'espion pro-soviétique Aldrich H. Ames et les accusations d'implication dans les violations des droits de l'homme par l'armée guatémaltèque.

A travers les accords de Dayton, on veut donc nous faire croire non seulement que l'Otan est une force de la paix plutôt qu'une alliance militaire agressive au service de l'impérialisme, mais nous devrions en plus accepter que la CIA est devenue une colombe de la paix. Un détail : pendant la guerre en Yougoslavie, des rumeurs insistantes, émanant souvent d'officiers français, ont fait état de l'implication de la CIA dans les transports d'armes au profit du gouvernement bosniaque. (International Herald Tribune, 15.1.96)

Une entreprise américaine entraîne l'armée bosniaque

Une entreprise privée des Etats-Unis se chargera dans deux mois de l'entraînement des musulmans bosniaques. Officiellement, l'armée américaine n'est pas impliquée dans cette mission. Néanmoins, le département d'Etat a "conseillé" de s'adresser à quelques firmes privées, parmi lesquelles la firme Inc. of Alexandra Virginia, qui a déjà entraîné l'armée croate. Ces entraînements auront lieu en Bosnie, ou même en Turquie. La facture s'élève à 100 millions de dollars et sera payée par des pays islamistes comme l'Arabie saoudite. William Perry, ministre américain de la Défense, a décidé que des armes lourdes seront livrées dans cinq mois, pour un montant de 400 millions de dollars. Un porte-parole du département d'Etat a précisé : «Nous misons sur les musulmans bosniaques, mais nous encourageons également l'intégration entre les musulmans et les Croates.» (International Herald Tribune, 16.1.96)

Russie

Soins de luxe pour les nouveaux riches

De plus en plus de nouveaux riches venant de l'ex-Union soviétique vont dans des établissements de luxe en Suisse pour se faire opérer ou pour accoucher. Avant la révolution de 1917, déjà, l'aristocratie russe fréquentait les stations thermales ou les sanatoriums des Alpes helvétiques. La compagnie d'assurance Ingosstrakh, depuis sa privatisation il y a 5 ans, s'est spécialisée dans la couverture des risques d'accidents et de maladie des nouveaux riches... Ils doivent s'acquitter d'une prime d'au moins 1.500 dollars par an. Dans certains palaces de Genève, Lugano ou Zurich, les Russes représentent déjà plus de 20% de la clientèle, dépassant même les Arabes fortunés du Golfe. (Le Monde, 13.1.96)



Mitterrand, ce n'est pas Mao

A propos de deux violations du secret médical

La presse occidentale manie un double code d'honneur. De nombreux éditorialistes ont applaudi l'interdiction du livre du médecin de Mitterrand. Il y a quelques mois, cette même presse s'était félicitée du livre publié par le médecin de Mao Ze Dong...

Tony Busselen

Lors de son accession à la présidence, Mitterrand avait promis une transparence complète sur son état de santé. Mais le livre de son médecin révèle à présent que Mitterrand a caché dès 1981 le cancer dont il souffrait en faisant diffuser de faux bulletins de santé.

Lorsqu'un livre dénonce clairement les mensonges d'un politicien face au public, la presse occidentale accuse l'auteur de rechercher la sensation et les ragots. Jean Guy, éditorialiste

du Peuple, écrit : «Ne cachons pas que l'interdiction de la diffusion d'un livre, c'est quelque chose qui nous révolte. Il est toutefois des dérives qu'ici, nous ne pouvons accepter : celle qui vient d'atteindre feu le président Mitterrand à travers le livre "Le Grand secret". C'est dégueulasse ! Un médecin trahit le secret médical pour faire un succès de librairie, donc du fric. Le jugement du Tribunal de Paris d'interdire la diffusion de ce torchon s'imposait.» (1) Le jugement est tombé dès le lendemain de la parution du

livre et l'éditeur risque une astreinte de 6.000 francs par infraction. Il est frappant de comparer cette grande détermination à l'attitude qui a prévalu à propos du livre "La vie sexuelle de Mao" publié par le médecin personnel de Mao. Le livre de Li Zhi Sui est un roman à sensation de qualité médiocre au langage «suggestif». La version anglaise a en outre ajouté des accusations sensationnelles qui n'étaient pas parues dans la version chinoise. Or, la presse occidentale a accueilli ce torchon avec un énorme enthousiasme.

(1) Le Peuple, 19 janvier 1996

Etudes Marxistes de février consacre un article au livre du médecin de Mao. Une critique approfondie de 70 professeurs et écrivains chinois résidant aux Etats-Unis et à Taiwan.

Le pape, le FBI et Ortega

Une collaboratrice de Médecine pour le Tiers Monde au Nicaragua nous écrit :

«On prépare activement la visite du pape le 7 février. Daniel Ortega lui a écrit en s'excusant pour les incidents de sa visite précédente (1983). Il promet que cette année, tout se déroulera dans le calme. "Les Nicaraguayens ont la même vue sur les problèmes mondiaux que le pape."

Vingt jeunes ont été arrêtés à l'occasion de quinze attentats à la bombe contre des églises. La presse de droite affirme qu'ils sont sandinistes, mais le Frente Sandinista déclare qu'il s'agit seulement de discréditer le parti. Ortega demande l'aide d'organisations internationales et celle du FBI pour mener l'enquête à bien !

On comprend mal que cette visite papale ne suscite pas davantage de protestations. Tant d'argent pour un spectacle ridicule, alors que les gens meurent de faim. L'intervention de la police (3.600 hommes) coûtera à elle seule quatre millions de cordobas.

Basques extradés !

Le ministre CVP de la justice Stefaan De Clerck a décidé d'extrader vers l'Espagne Luis Moreno et Raquel Garcia, deux demandeurs d'asile accusés d'avoir aidé le mouvement ETA, et, ce, malgré un avis opposé de la chambre des mises en accusations qui estimait qu'ils avaient commis un délit politique. Dans ce cas toute extradition est interdite par la loi. Le ministre justifie son déni de justice en se disant «guidé par la nécessité absolue de renforcer sans cesse la collaboration internationale en matière de lutte contre la criminalité». Il criminalise ainsi l'action politique révolutionnaires, prépare sa répression internationale et met en place une Gestapo européenne.

Kwasniewski : Je suis un Européen

Le président polonais veut adhérer à l'UE et à l'Otan

Lucien Materne

Le nouveau président polonais Kwasniewski s'est rendu en Belgique. Pourtant Bruxelles et l'Union européenne venaient en deuxième choix. Sa première visite à l'étranger était en effet destinée à Berlin. Dans un interview avec La Libre Belgique (1), il ébauche les grands axes de sa politique pro-occidentale. Il fait tout pour rassurer ses alliés occidentaux. Ils peuvent vraiment s'apaiser : Kwasniewski est un social-démocrate adepte du libre marché et de l'Otan. Cet homme n'a plus rien à voir le

communisme, même dénaturé. Pourquoi avoir choisi d'abord l'Allemagne, la France et puis Bruxelles ?

Kwasniewski : «D'abord, pour confirmer l'immuabilité de la politique étrangère de la Pologne qui détermine ainsi ses priorités depuis 1989, avec une orientation pro-occidentale et pro-atlantique. Ensuite, pour faire un nouveau pas dans les pourparlers concernant la future adhésion de la Pologne à l'UE et à l'Otan. Et enfin, parce qu'il s'agit de sérieux partenaires bilatéraux. L'Allemagne est notre premier partenaire économique, la France est un

partenaire politique et économique important. Nous constituons ensemble le «triangle de Weimar», cette entente tripartite qui peut, à mon avis, jouer un rôle stabilisateur important en Europe.»

La Libre lui demande comment il répond à ceux qui doutent de la sincérité de la gauche polonaise (issue de l'ancien parti communiste) de faire siens les critères occidentaux. Kwasniewski déclare : «Depuis que nous sommes au Parlement, nous avons donné des preuves de notre détermination en ce qui concerne la démocratie,

l'économie de marché, l'ouverture sur le monde. Je ne vois aucun argument prouvant que c'est l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) qui freine la marche de la Pologne sur cette voie. (...) Mon ambition est précisément de faire entrer la Pologne dans l'Europe, qui nous a toujours été proche. Je me sens Européen, sur le plan émotionnel et philosophique. Nous n'avons aucune envie de revenir à une Europe divisée avec la Pologne à sa périphérie.»

1. La Libre Belgique, 16 janvier 1996.

Les médiamentonges préparent la guerre

“Couveuses volées, bébés koweïtiens tués” : une mise en scène

Ce n'est qu'après le massacre de centaines de milliers d'iraquiens qu'on a appris que l'opinion publique avait été manipulée par une campagne de médiamentonges. Un des plus odieux : le “meurtre de bébés koweïtiens arrachés des couveuses”.

Frans De Maegd

Celui qui veut s'armer contre les méthodes de désinformation utilisées par l'Occident doit connaître cette campagne mensongère sur les fameuses couveuses. Le récit comprenait tous les ingrédients classiques de la “black propaganda” ou propagande noire. Il a été démonté dans un reportage télévisé canadien plus d'un an après les faits.

Lorsque l'Irak a envahi le Koweït en août 1990 mettant en péril le contrôle de l'impérialisme américain sur le pétrole et sur les prix du pétrole, la plupart des Américains ignoraient jusqu'à l'existence de ce pays. Comment les Etats-Unis sont-ils dès lors parvenus à obtenir l'appui de la population pour cette guerre ?

L'opposition à l'envoi de troupes semblait l'emporter jusqu'au jour où une jeune fille de 15 ans, ayant fui le Koweït, est venue témoigner : «J'ai vu les soldats de Saddam arracher des nouveau-nés de leur couveuse en les laissant mourir sur le sol glacial. Ensuite, ils ont emmené les couveuses en Irak.» On avait donné le nom de Nahira à cet unique témoin qui ne voulait pas que son vrai nom soit diffusé, par «crainte de représailles contre les membres de sa famille restés sur place». La brave enfant a répété son récit en pleurant devant la Commission des droits de l'homme du Congrès américain. L'ambassadeur koweïtien aux Etats-Unis, Nabir Al Sabah, a confirmé le témoignage. La chaîne de télévision américaine CNN a diffusé le récit dans le monde entier, l'illustrant d'images de fosses communes. Amnesty International mentionnait même le nombre exact de bébés assassinés : 312. Le président Bush était tellement “choqué” que, dans chaque déclaration sur l'Irak, il revenait sur le «meurtre de bébés innocents tirés de leurs couveuses». Ce fut l'un des principaux arguments utilisés dans la préparation et le déclenchement de la guerre contre l'Irak.

L'Onu a organisé une audition; un “témoin” est venu déclarer :



Un reportage canadien (diffusé en Belgique en 1993) a démontré comment les mensonges sur les bébés tués au Koweït ont servi à préparer la guerre. Image : le soi-disant témoin Nahira pleure en évoquant ce qu'elle prétend avoir vu.

«La tâche la plus difficile fut d'enterrer les petits cadavres. Je suis parvenu moi-même à enterrer 14 bébés.» Deux jours plus tard, l'Onu approuvait l'usage de la force contre l'Irak. Cette horrible histoire a joué un rôle important pour convaincre le Congrès et le Sénat à accepter le déclenchement de la guerre. Le gouvernement irakien a rejeté toutes les accusations de massacres de bébés et a invité la presse internationale à visiter les hôpitaux au Koweït. La télévision irakienne a diffusé des images des hôpitaux du Koweït, montrant des bébés bien portants dans les couveuses. En vain.

Vendre la guerre comme on vend du Coca

Après la défaite de l'Irak, il est apparu que l'histoire avait été inventée de toutes pièces. David Chiu du British Columbia Institute for Technology, chargé par l'Organisation Mondiale pour la Santé d'évaluer les dégâts dans les hôpitaux koweïtiens, a été frappé par le grand nombre de couveuses dont ceux-ci disposaient. Les gardiens lui ont expliqué que jamais des couveuses n'avaient été enlevées par les Irakiens et à plus forte raison que ceux-ci n'avaient jamais retirés des bébés des couveuses. Le pédiatre Ian Pollock de l'organisation “Médecins pour les droits de l'homme” s'est entretenu avec des pédiatres au Koweït. Ils lui ont déclaré que l'histoire relevait de la désinformation. Finalement, Amnesty International a découvert que toute l'histoire n'était qu'un mensonge.

Qui avait pu mettre sur pied cette tromperie monstrueuse et la diffuser dans le monde ? Le gouvernement américain a loué les services d'une agence de publicité pour vendre à l'opinion publique une guerre impopulaire contre l'Irak. Exactement comme une multinationale vend sa poudre à lessiver via une campagne publicitaire. La campagne publicitaire ou plutôt mensongère a coûté 300 millions de dollars (autant que la campagne pour les élections présidentielles).

Le gouvernement américain a créé l'organisation “Citoyens pour un Koweït libre” chargée d'enthousiasmer l'opinion américaine pour la guerre. A l'aide de l'agence de publicité Hill and Knowlton (H&K), cette organisation a cherché l'argument émotionnel qui pourrait convaincre l'opinion américaine. Quelle horreur peut émouvoir plus que le massacre de petits bébés innocents ?

Le témoin principal, Nahira, n'était autre que la fille de l'ambassadeur koweïtien aux Etats-Unis, Nabir Al Sabah. Son témoignage : un show mis sur pied par l'agence H&K, qui avait fourni des cassettes vidéo toutes faites sur les “crimes” de Saddam. Sans broncher, pratiquement toutes les chaînes de télévision occidentales ont repris entièrement ou partiellement les programmes de l'agence de publicité américaine. Pour le choix des textes, l'agence H&K a appliqué la même technique d'évaluation d'impact que celle de sa campagne Pepsi-Cola. Elle a testé quelques milliers de per-

sonnes en leur envoyant un petit appareil à tenir en main durant l'émission du spot et qui enregistre les crispations provoquées par chaque réaction rationnelle mais surtout émotionnelle aux images. Cette technique a permis de relever parmi les dizaines de déclarations de l'ambassadeur, les trois à quatre arguments qui auraient le plus d'effet. L'ambassadeur devait alors les répéter indéfiniment, comme dans une pub.

Même type de médiamentonges contre la Chine

Il est utile de se remémorer ces mensonges médiatiques sur les bébés des couveuses au Koweït (comme cet autre mensonge sur le charnier de Timisoara en Roumanie), lorsque nos gouvernements capitalistes lancent une énième campagne d'accusations sur les violations présumées des droits de l'homme dans des pays socialistes ou des pays du tiers monde qui luttent pour leur indépendance. La Chine, qui fait l'objet de campagnes d'intoxication incessantes, en est un exemple flagrant. D'abord on nous a servi les “violations des droits de l'homme” au Tibet, ensuite les prisons chinoises où les prisonniers sont contraints à travailler pour l'industrie, ensuite la construction du barrage qui serait un désastre écologique, comme intermède le récit aguichant sur la vie sexuelle de Mao, pour finir par la campagne sur les orphelins chinois. Evidemment, tous ces récits sont abondamment illustrés de “témoignages” et d'images. Un homme averti...

AGENDA

Liège

Mercredi 31 janvier 19h30

“Débat sur les privatisations”. Avec Gérard de Selys qui présente son livre “Privé de public” analysant la vague de privatisations en Europe, Christian Cornet, secrétaire régional CGSP-enseignement, Ghislain Waernier, président de la délégation FGFB de Cockerill-Sambre de Liège, Michel Olynyk, président de la délégation CSC de Cockerill-Sambre à Liège, Guy Dormal, président de la régionale CGSP-cheminots de Liège, Stéphane Roussia, président du DIES, Délégation Indépendante des Etudiants du Secondaire, Jan Van de Putte, auteur du livre “Délégués sous le feu”. FGFB, place St-Paul 9-11, Liège. Org : EPO.

Charleroi

Judi 1 février, 19h30

Débat sur la lutte pour l'emploi avec Bruno Baudson (CNE), Daniel Van Daele (CGSP), Jo Cottenier (PTB). La Braise, Rue Zénohe Gramme 21, Charleroi. Org : PTB Charleroi.

Mons

Vendredi 9 février, 19h30

“Débat pour l'emploi” avec Freddy Matthieu, secrétaire FGFB, Pino Carlino, Secrétaire CSC, Jo Cottenier, économiste du PTB. Théâtre Royale, Grand Place 18, Mons. Org : INEM.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

25 janv., à 20h. En français. 90F

Yougoslavie:

une nouvelle chance pour le mouvement pacifiste?
Pierre PIÉRART et Wies JESPERS, auteurs du livre ‘D’Hiroshima à Sarajevo’

27 janv., à 18h. Frç. & néerl. Entrée libre

Apéritif poétique

Textes écrits aux ‘Collectifs Alpha’: Khadia, Pasha, Chris, Eduardo, Juan, Juliana, ...
Séance préparée et présentée par Christine MOUTTEAU.

Du 30 janv. au 17 févr.

Ouvert de 12 à 18 heures. Entrée libre

Exposition de photos réalisées par Juan Ramón LEÓN & Antonio OROPEZA
‘De la selva Lacandona a la selva de asfalto’

30 janv., à 20h. En esp. & frç. 90F

La perspective révolutionnaire au Mexique
José Manuel ROCHA

31 janv., à 20h. En esp. & frç. 90F

Les femmes dans la lutte de libération mexicaine

Vidéo: ‘Las mujeres definen el rumbo’
Espagnol / Anglais, 30 min.
Débat avec Victoria OSUNA

1er févr., à 20h. En français. 90F

David Alfaro Siqueiros
Laurent COURTENS

2 févr., à 20h. Entrée: 90F

Trois documentaires mexicains

‘Un fantasma recorre el mundo...’
En espagnol, sous-titres anglais, 60 min.

‘El dialogo entre el EZLN y el gobierno federal’
En espagnol, 60 min.

‘Las fronteras’ (Les frontières), court-métrage d'Elio-Borders
‘Elegido Morelia de Chiapas’
En espagnol, 40 min.

Pour un enseignement démocratique accessible à tous

Mehdi, Marianne et Annemie : la situation dans l'enseignement est intenable

Tout est calme au pays de l'enseignement. Le calme avant la tempête ? Discussion avec Mehdi, étudiant en droit à l'ULB, membre de MML, Julie Moens, étudiante bruxelloise, membre de Rebelle et Annemie Mels, enseignante à Mol (Anvers).

Peter Mertens

Les étudiants francophones se sont mobilisés quatre mois durant. Le journal patronal l'Écho dénonce «le discours surréaliste», «les actions de guérilla», et «les positions provocatrices» de ces étudiants. Comment définissez-vous ce mouvement ?

Mehdi. Le mouvement étudiant wallon n'était pas si radical. Du 10 août à fin décembre, les actions se sont suivies sans interruption. Il y a eu sept manifestations nationales, dont la plus importante regroupait 30.000 jeunes. Mais le mouvement fut surtout remarquable par son contenu : la revendication principale portait sur le refinancement de tout l'enseignement.

Radicalisation du mouvement

Julie. Cela a permis aussi aux étudiants et professeurs de lutter ensemble. L'année passée, beaucoup prétendaient encore que l'enseignement secondaire devait payer. Comme le ministre Vanden Bossche en Flandre, qui essaie de monter aujourd'hui tout le monde

contre l'enseignement secondaire. Et la situation dans le secondaire reste encore désastreuse, des deux côtés de la frontière linguistique. Refinancer, voilà qui réunit le secondaire et le supérieur, l'officiel et le libre, étudiants et professeurs. Et qui pourrait rapprocher Flamands et Wallons, enseignement et autres secteurs. Comme le 13 décembre, quand nous manifestions tous pour le service public.

Medhi. Une autre caractéristique du mouvement est une grande ouverture aux propositions de Rebelle et du MML. Dans le mouvement contre Lebrun (1994), nous n'étions pas encore connus. Aujourd'hui, tous reconnaissent que le MML et Rebelle luttent pour un enseignement démocratique, accessible à tous. Nos interventions dans les manif, les chansons et les actions que nous proposons sont appréciées. Le tract qui expose les mesures sous forme de menu, par exemple, a été accueilli avec enthousiasme à l'ULB.

Julie. C'est finalement le ras-le-bol général. Les classes surpeuplées, les professeurs stressés, le chômage de nos parents et l'absence de perspectives pour nous. De plus en plus de jeunes disent que ce n'est



Mehdi en action, dans une manifestation à Paris en décembre.

pas un problème d'enseignement, mais de société.

Medhi. Ces éléments de radicalisation donnent à la bourgeoisie la chair de poule. Pour briser le mouvement, elle a d'abord mené une offensive politique contre le refinancement. Des patrons comme Delaunois et Hahn ont déclaré le refinancement "surréaliste". Ils ont ensuite parié sur la division entre étudiants et ont finalement utilisé la répression ouverte.

Situation explosive

Le monde de l'enseignement est aujourd'hui tranquille. Les étudiants sont-ils en hibernation ou la situation s'est-elle améliorée ?

Julie. Toutes les conditions objectives de la révolte persistent aujourd'hui, plus que jamais. La situation dans l'enseignement est intenable. Le financement par enveloppes imposé aux écoles est un piège qui étouffe l'enseignement. La pause dans la nomination des enseignants est une bombe à retardement. Tant pour les professeurs que pour les étudiants, la charge de travail et le mécontentement augmentent. Des professeurs et des étudiants s'adressent aux médecins avec des maux d'estomac, dus au stress. Ce sont des conséquences directes des réformes.

Annemie. Dans les super-grandes écoles, le minerval est hors de prix, les classes sont trop petites, le matériel incomplet. Dans l'institut supérieur socio-pédagogique de Marcinelle, on donne des leçons au réfectoire, pendant que le



Julie, membre de Rebelle, toujours active dans les actions des étudiants.

personnel prépare les repas. Les classes sont surpeuplées, les élèves brossent, il y a trop peu d'argent pour l'entretien. En signe de protestation, les étudiants des écoles supérieures de Genk ont suivi les cours à l'extérieur la semaine passée, parce que le plâtre des plafonds s'effondrait. A Courtrai, la conduite de gaz d'une école secondaire a explosé durant les cours. A l'école maternelle de Jette, on demande aux parents d'amener leurs enfants avec du papier WC : l'école n'a plus d'argent pour cette dépense.

Mehdi. Les enfants d'ouvriers, d'immigrés et de réfugiés se voient refuser le droit à un enseignement décent. D'une part par les coûts d'inscription et de fonctionnement, qui deviennent insupportables. D'autre part, par l'accès froidement refusé. Il devient de plus en plus courant de refuser d'inscrire les élèves immigrés. En médecine, le ministre Vanden Bossche veut instaurer un examen d'entrée. Dans les autres facultés de la VUB, les étudiants de première année doivent passer depuis cette année un test psychologique.

Annemie. Le pire est de penser que les économies vont amener des classes plus peuplées et davantage d'échecs. Pour lutter contre l'échec, pour accepter plus de monde, pour améliorer le matériel, pour assurer l'accès libre, il faut plus d'argent. Depuis 1981 le budget de l'enseignement (en pourcentage de la richesse produite) a sans cesse reculé. Tout cet argent est allé aux banques et aux grosses entreprises. Nous devons réclamer le retour à la situation de 1981 : 6,9 % du PNB à l'enseignement, contre les 5,3 % actuels. Cela signifie annuellement 100 milliards de plus pour le budget global de l'enseignement. Payé par les riches. Quand on voit que les revenus de la fortune (actions, obligations et loyers) s'élèvent à 1.600 milliards, c'est quasiment quatre fois le montant consacré par an à l'enseignement.

Agir selon un programme correct

Comment pensez-vous que le

mouvement va évoluer ?

Julie. Le mouvement est à la croisée des chemins. Des négociations sont en cours. Certains pensent laisser tomber la revendication du refinancement. Le gouvernement fait tout dans ce sens. Mais cela peut être évité. C'est un moment crucial. D'abord en diffusant de l'information. En retournant par exemple auprès des étudiants dans les classes et les facultés pour expliquer les mesures. Ou en réclamant ensemble des assemblées générales, éventuellement avec les professeurs et les parents. Ensuite en passant à l'action. Qui donnera l'étincelle ?

Mehdi. Et nous ne sommes pas seuls. En France les jeunes ont mis en route un mouvement vraiment populaire, avec les cheminots. Ici aussi, c'est possible. Des transports publics peu coûteux pour aller à l'école, une Sécurité sociale



Annemie Mels, enseignante à Mol, solidaire de ses collègues francophones.

et un travail décent, ça nous concerne aussi. Quand les examens prendront fin au terme de ce mois, nous irons sûrement discuter de ces thèmes dans les assemblées générales. Les services publics et la Sécurité sociale ont aussi besoin de plus d'argent, d'un refinancement.

Annemie. Il n'y a pas de raisons d'attendre encore. Un grand mouvement unifié de tout l'enseignement dans ce pays est nécessaire. On sait ce qu'on veut. Nous avons établi sept revendications pour un enseignement démocratique, accessible à tous. Ces revendications sont radicales, mais justifiées parce qu'elles rencontrent les attentes principales des étudiants, des professeurs, des écoles, et surtout de ceux qui n'ont pas droit à un enseignement décent.

Julie. Pour ceux qui doutent encore, notre programme est réalisable. Mais seulement par une lutte massive. Et cette lutte va montrer que sous le capitalisme il n'y a pas de conquête définitive, que les acquis sociaux sont sans cesse remis en question par les patrons. Pensons à la Sécurité sociale. Seul le socialisme offre fondamentalement une alternative à l'humanité. Regardez Cuba !

Un programme de lutte pour ton école ou ton comité

Refinancement. Pour un enseignement démocratique, accessible à tous.

Étudiants, profs, Wallons, Flamands et immigrés, combattons ensemble pour :

1. Le retrait de tous les décrets : le décret sur les Hautes Écoles (Grafé), le décret Hobu (Vanden Bossche), le décret sur les fusions et les jours de maladie (Onkelinx), le décret sur l'encadrement (Grafé), la suspension des nominations dans le secondaire (Vanden Bossche) et la note d'orientation politique de Vanden Bossche.

2. Le refinancement fédéral : retour à la situation de 1981 : 6,9 % du PNB pour l'enseignement. Soit 100 milliards de plus pour le budget global annuel de l'enseignement, en puisant l'argent dans les grandes fortunes, les banques et les entreprises. (Aujourd'hui : 5,3 % du PNB pour l'enseignement, 180 milliards en Communauté française, 240 milliards en Communauté flamande.)

3. Le maintien de l'emploi et du

statut du personnel enseignant, administratif et technique.

4. L'accès libre à l'enseignement. Enseignement complètement gratuit. Droits égaux et financement pour les étudiants étrangers. Retrait des projets de Vande Lanotte. Retrait des projets sur le numerus clausus et l'examen d'entrée (Vanden Bossche), retrait de la loi sur le contingentement (Colla). Non au refus d'inscription dans les écoles.

5. Un enseignement démocratique, au service du peuple. Non au contrôle du patronat sur l'enseignement, non à l'autonomie. Non au financement par enveloppe et au partenariat avec les entreprises. Un seul enseignement polytechnique jusqu'à 16 ans pour tous.

6. La solidarité avec les autres secteurs en lutte contre les mesures d'économie, contre les privatisations, pour la Sécurité sociale et l'emploi.

7. Le respect des droits démocratiques d'association et de manifestation. Non à la répression.

A Cuba, 2 % d'analphabètes, à Bruxelles, 10 % !

Blocus ou pas : touche pas à mon école !

Cuba connaît, depuis 1989, la crise la plus importante de son histoire. Pourtant, aucun des acquis sociaux de la révolution n'a été remis en question et surtout pas l'enseignement. Dans nos pays capitalistes, une crise sans commune mesure oblige nos gouvernements à "réformer" tous les secteurs non-rentables, dont l'école.

Carlo Gentile

Cuba est socialiste. Au grand déplaisir des Etats-Unis, qui étouffent son économie depuis 1962 par le blocus. En 1989, certains pays socialistes sont devenus capitalistes. Cuba ne sait donc plus exporter ses produits vers ces pays et a ainsi perdu 75 % de ses revenus d'exportation. Son économie est fortement minée.

Avant 1959, date de la révolution, la situation de l'enseignement était réellement catastrophique. L'analphabétisme touchait une personne sur quatre (27,6 %). Le dictateur Batista n'avait nul besoin de gens cultivés pour alimenter en chair fraîche les bordels où les yankees venaient s'amuser. Mais, après leur victoire sur la dictature fasciste de Batista, les révolutionnaires ont lancé un vaste programme d'alphabétisation. Le pourcentage d'analphabètes est passé à 2 %, taux nettement inférieur à celui des Etats-Unis (10 %) ou d'une ville comme Bruxelles (10 %).

Enseignement gratuit : une réalité à Cuba

La gratuité de l'enseignement n'est pas une simple formule rhétorique à Cuba. Les enfants qui habitent des régions dépourvues d'école bénéficient d'une bourse pour aller à l'internat le plus proche. 400.000 pensionnaires sont ainsi «nourris, blanchis, logés et reçoivent des soins médicaux et dentaires gratuits». (1) 600.000 enfants semi-



A Cuba, les enfants qui habitent des régions isolées ont accès à l'internat le plus proche. 400.000 pensionnaires sont ainsi nourris, blanchis, logés et reçoivent des soins médicaux et dentaires gratuits.

internes reçoivent un repas complet gratuit à midi, même en cette période de crise (2). Comparons avec la Belgique : si l'enseignement est officiellement gratuit, les fournitures scolaires, les livres, les activités parascolaires, les droits d'inscription pèsent très lourd dans les budgets des parents. Et certains bourgmestres (Charleroi notamment) imposent une taxe de 10 F par jour pour chaque enfant qui veut manger à l'école... ses propres tartines !

Tous les acquis sont maintenus et même développés malgré le blocus imposé par les Etats-Unis.

Enseignement de qualité malgré le blocus

La lutte pour la qualité de l'enseignement reste prioritaire pour les dirigeants cubains. Des changements et des innovations importants mis en place dès l'année scolaire 1989-1990, doi-

vent développer et perfectionner le système éducatif.

Au niveau maternel, de nouveaux centres ont été créés dans les communautés rurales des zones montagneuses. De plus, de nouveaux projets ont permis d'étendre la prise en charge préscolaire à des enfants de six mois à cinq ans qui ne fréquentaient pas les classes préparatoires. En Belgique, les réformes ont précisément frappé les institutrices maternelles. Le nombre d'élèves par classe a considérablement augmenté.

Un enseignant pour dix élèves : le rêve !

Dans le primaire et le secondaire, Cuba a adapté l'école aux exigences actuelles, par la mise au point de nouveaux programmes pédagogiques. Malgré le blocus, l'informatique a été introduite à l'école. Les Etats-Unis exercent des pressions sur de nombreux pays pour empêcher Cuba d'avoir accès à ces technologies. Mais les Cubains ont fini par trouver du matériel, parfois à des prix nettement supérieurs, et ont réussi l'informatisation des écoles. En Belgique, par contre, l'obtention d'un simple tableau noir représente déjà un parcours du combattant, à cause des restrictions toujours plus importantes, du système de financement par enveloppes fixes par école et des fusions, déjà effectives au nord du pays.

Malgré des difficultés énormes, Cuba garde le nombre d'ensei-

gnants par habitant et le taux d'encadrement les plus élevés de tous les pays du tiers monde. En moyenne, un enseignant pour dix élèves et pour trente-neuf habitants. (2) En Belgique — crise et normes de Maastricht obligent — on prévoit de licencier, de limiter à 64 % le nombre d'enseignants nommés et d'augmenter le nombre d'élèves par classe. Ces mesures auront inévitablement des répercussions désastreuses sur la qualité de notre enseignement.

En 1993, Cuba consacrait 23,6 % de son PNB à l'éducation. Les résultats sont là : un taux de scolarisation de 99,9 % pour le niveau primaire, de 96 % pour le secondaire inférieur et de 92 % pour le secondaire supérieur. Les maigres 5,3 % du PNB consacrés à l'enseignement en Belgique n'empêchent pas nos ministres de prétendre qu'il coûte trop cher. Ximena de la Barra, représentante de l'Unicef à New York, est visiblement impressionnée par les réalisations de la révolution cubai-

ne. Lors du Congrès "Pedagogia 95", tenu à La Havane en février 1995, elle déclare : «Cuba est non seulement un modèle en matière de développement de l'éducation, mais aussi dans la façon de faire face à l'adversité. Car en dépit des difficultés économiques, le pays a réussi à maintenir et à améliorer ses indices de santé et d'éducation.» (3) Gageons que la même représentante de l'Unicef n'aurait pas une opinion aussi favorable si on lui présentait les mesures du tandem Onkelinx - Graffé. Mais pour nos deux ministres, l'avenir de plusieurs générations d'enfants compte peu face aux bénéfices plantureux que réaliseront les patrons si les normes de Maastricht sont atteintes.

1. Paz y Soberania, revue du Mouvement Cubain pour la Paix et la Souveraineté des peuples, La Havane, 1993; Fidel Castro, Rien ne pourra freiner la marche de l'histoire, La Havane, 1985. 2. Unicef, État Mondial de l'Enfance, 1993. 3. Granma Internacional, 15 février 1995.

Médecine de pointe

Nos détracteurs pourront toujours dire que l'enseignement à Cuba n'est pas de qualité.

Les réalisations scientifiques en matière médicale prouvent que le niveau scientifique de la formation et de l'enseignement est excellent. Cuba se situe à la pointe du progrès en matière de

traitement du vitiligo, une maladie de la peau. Cuba est le seul pays dans le monde où l'on soigne la rétinite pigmentaire, maladie des yeux considérée en Occident comme "incurable". Cuba a développé des médicaments contre l'hypertension et le cholestérol...

Avec Rebelle à Cuba

Rebelle t'invite à Cuba. Avec d'autres jeunes de tout le pays, Rebelle organise un voyage du 7 au 29 juillet.

Pour découvrir le socialisme, concrètement, et ce qui nous paraît encore impossible ici : un enseignement totalement gratuit, au service des jeunes !

Nous rencontrerons des jeunes cubains, des délégués, pour comprendre comment cela se réalise.

Nous témoignerons notre soutien concret au peuple cubain dans sa lutte contre l'impérialisme américain : nous irons travailler aux champs !

A la Libération, la justice a eu raison

La révision du procès Laplasse n'a aucun fondement juridique

Le coeur du débat n'est pas l'innocence ou la culpabilité de Laplasse, ni si elle a ou non bénéficié d'un procès correct. Le procès est le symbole de la réhabilitation de la collaboration, le désaveu du châtiement des collaborateurs et la criminalisation de la résistance antifasciste. La discussion juridique ne peut être dissociée de cet enjeu politique.

Raf Jaspers

Cinquante ans plus tard, peut-on revoir ce procès ? Plus le temps passe, plus la révision s'avère difficile : les faits s'estompent, les témoins sont morts, ceux qui vivent encore ne se souviennent plus avec précision. En principe, il est possible de revoir un procès, même après de nombreuses années. Au début du siècle, en France, on a revu le procès de Dreyfus. Récemment, de présumés membres de l'IRA, emprisonnés depuis dix-sept ans, ont été acquittés et libérés. Dans les deux cas, il s'agissait d'une condamnation sur base de dossiers fabriqués et falsifiés.

Ici, il s'agit ici de l'interprétation et de l'appréciation de certains faits par le tribunal et non de faits falsifiés. Les éléments qui ont servi de base à la réouverture (prétendue partialité du témoin Couneye, déclarations ultérieures de soldats allemands et rapport de la commission d'enquête alliée inconnu au moment du procès) ne contredisent nullement les faits suivants que tous admettent, aujourd'hui comme en 1944. Le 8 septembre 44 dans l'après-midi, Irma Laplasse s'est rendue avec sa fille Angèle au bunker allemand de la Groenendijkduin à Oostduinkerke, pour signaler l'arrestation de son fils par la résistance et pour demander aux Allemands de faire quelque chose pour lui. La fille déclare qu'on leur a répondu : «Vous pouvez être tranquille. Vous reverrez votre frère.» Les Allemands ont quitté le bunker avec leur artillerie, se sont arrêtés à la ferme Laplasse, se sont entretenus avec Irma et sa fille, et de là, se sont rendus à l'école d'Oostduinkerke où le fils Laplasse était retenu. Lors de la confrontation qui a suivi, sept résistants ont été abattus. Le fils Laplasse a été libéré. Irma Laplasse a même déclaré à la gendarmerie : «Mon fils est rentré à la maison le soir vers 22h30. Quand je lui ai raconté ce que j'avais fait, il a dit : "tu as fait une bêtise et maintenant ça a coûté la vie à beaucoup de gens".» Cette déclaration a été signée par Irma Laplasse et confirmée par sa fille.

L'article 121 bis à propos de la "dénonciation"

Laplasse est et a été poursuivie pour dénonciation. L'article 121 bis du Code pénal décrit un dénonciateur comme «quiconque

aura, sciemment, par la dénonciation d'un fait réel ou imaginaire, exposé une personne quelconque aux recherches, poursuites ou rigueurs de l'ennemi». Il est puni de mort si la dénonciation a pour conséquence, «sans l'intervention d'une autre dénonciation», la mort de la personne dénoncée.

Le terme «sciemment» signifie, en termes juridiques, que l'on pose intentionnellement un acte interdit pénalement, indépendamment des conséquences. Le droit et la jurisprudence affirment explicitement qu'il ne faut pas confondre "l'intention" avec les mobiles ou le motif de l'acte, «qui sont non pertinents pour le constat de la culpabilité pénale» et disent aussi que le fait que l'auteur ait ou non prévu ou évalué correctement les conséquences de ses actes n'importe pas. (1). Laplasse savait que les Allemands étaient "l'ennemi", selon le droit pénal belge. Pendant toute la guerre, elle était de mêche avec eux. Elle a révélé un fait réel (l'arrestation de son fils) à l'ennemi. Que le motif de cette confiance ait été sa préoccupation quant au sort de son fils ne joue, selon le droit pénal, aucun rôle dans l'appréciation de la



Des anciens résistants manifestent le jour de la réouverture du procès Laplasse. A l'audition de mardi dernier, ils étaient plus de cinquante du Front de l'Indépendance.

culpabilité (éventuellement dans l'appréciation de la peine). L'auditeur militaire De Vidts prétend qu'il est impossible de démontrer un lien entre l'exécution des résistants et le contact de Laplasse avec les Allemands. Les faits essentiels rendent ce lien évident. En 1944, à la fois l'auditeur Vossen et le conseil de guerre, l'ont admis et le fait n'a pas été sérieusement contesté à l'époque par l'avocat de Laplasse. La réaction du fils Laplasse — "tu as fait une bêtise et ça a coûté la vie à beaucoup de gens" — établit ce lien. Le sous-officier allemand Bals la désigne

comme la cause de l'attaque allemande. Peter Lenz, le militaire allemand qui occupait le poste d'observation dans les dunes de Groenendijk confirme qu'elle lui a demandé «de libérer son fils» : «Je l'ai signalé aux officiers de la batterie Groenendijk. L'intervention d'Irma a donc été la raison directe de l'action.» (2) Pour De Vidts il n'est pas prouvé qu'Irma connaissait les conséquences de son entretien avec les Allemands. Cet argument ne tient pas juridiquement. La question de la culpabilité est jugée «indépendamment des conséquences».

Enfin, rien dans le dossier ne fait ressortir que les Allemands auraient été informés autrement que par Irma Laplasse.

Laplasse a-t-elle eu un procès correct ?

De Vidts qualifie l'enquête préliminaire de 1944 de «partiale, agressive et pleine de parti pris» et demande que les pièces contenues dans le dossier de l'époque soient déclarées nulles parce que non dignes de foi. Généralement le parquet défend le point de vue contraire. Il est totalement inhabituel que De Vidts désavoue son prédécesseur, l'auditeur Vossen. Une commission mise en place en 1970 a estimé qu'on ne pouvait reprocher à Vossen «aucune faute déontologique» et la lecture du dossier lors de la première journée du procès le 7 décembre 95 a confirmé qu'à l'époque, l'enquête avait été menée «avec beaucoup de sérieux». (3)

De Vidts exige que soit rendu «un jugement correct en toutes circonstances», ne tenant pas compte des «circonstances historiques de l'immédiat après-guerre, comme le climat émotionnel, la haine des collaborateurs, la disposition anti-allemande». Il veut dissocier le procès des horreurs de l'occupation nazie, du fait qu'en 1944 la peine de mort était socialement acceptée comme punition des plus grands criminels de guerre, du fait que Laplasse ait été une collaboratrice acharnée des nazis. Il cultive la fable de «la justice correcte et sereine», pour cacher qu'au même moment, il tient un réquisitoire manifestement unilatéral qui a frappé de consternation une grande partie de l'assistance.

1. L. Dupont, Handboek Belgisch Strafrecht, n° 420-439. 2. De Morgen, 7.12.95. 3. De Morgen, 8.12.95.

L'auditeur crache sur les tombes des résistants

L'auditeur De Vidts a balayé d'un revers de manche, jeudi passé, tout le plaidoyer des parties civiles, pourtant bâti sur des faits et témoignages irréfutables. Sa décision était prise d'avance. Mardi passé, il n'a posé aucune question aux témoins.

Selon lui, la voix du gouvernement, Laplasse doit être réhabilitée, même au prix d'un simulacre de procès. Et même s'il faut salir la mémoire des résistants morts. Il a continué à nier le lien entre la dénonciation de Laplasse et le raid des Allemands, malgré le témoignage formel de Peter Lenz, venu témoigner mardi. C'est lui qui par téléphone, a informé son supérieur, le major Corneille, de la demande de Laplasse, après quoi Corneille a ordonné le raid meurtrier. Corneille, décédé, ne pourra plus témoigner. Pourquoi les Allemands auraient-ils voulu libérer le fils Laplasse, qui n'était même pas

un soldat allemand?, se demande De Vidts. Laplasse a signalé non seulement l'arrestation de son fils mais aussi celle d'Allemands en déroute, retenus par la résistance. Les Allemands peuvent avoir agi pour libérer leurs collègues, ce qui ne change rien aux conséquences catastrophiques de leur intervention.

Couneye, le chef de l'Armée Secrète locale, en prend pour son grade. Qu'est-ce que ce petit facteur qui se mêle de diriger des résistants ? En arrêtant des soldats allemands en déroute et quelques collabos, Couneye aurait agi de sa propre initiative, sans ordres, dit De Vits. Ce que l'Armée Secrète contredit. De Vidts l'accuse presque d'avoir provoqué la répression et d'avoir voulu masquer sa propre responsabilité en accusant Laplasse. Couneye, décédé, ne pourra plus venir défendre son honneur. Dénonciation ? Rien de tout cela n'est prouvé, prétend De Vits. Il répète son interprétation restricti-

ve de l'article 121 bis du code pénal et requiert l'acquiescement. «La justice a tout à gagner en reconnaissant qu'elle a commis des erreurs et en les redressant : l'injustice faite à Laplasse est indigne d'un Etat de droit». C'est le thème favori des fascistes depuis toujours. Il est donc logique que l'avocat de la défense n'a plus eu grand chose à ajouter. Il a enchaîné de façon cynique en faisant l'éloge de la résistance : «l'Etat pour lequel ils se sont battus est un Etat de droit».

La boucle est bouclée... Le prétendu Etat de droit bafoue les résistants et la punition des collaborateurs. Les bourreaux et les dénonciateurs sont réhabilités. De Vidts et Dehaene tout fait pour ouvrir la voie à d'autres révisions et à l'amnistie généralisée.

L'Unité Antifasciste appelle à une présence nombreuse lors du prononcé du verdict le 14 février. (A.A.)

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Un ami colombien demande un livre

J'ai presque terminé mes études à l'Université nationale de Colombie. Au festival international de la jeunesse qui s'est déroulé à Cuba, j'ai fait la connaissance de quelques camarades de votre organisation. Pendant une très brève entrevue, quelques minutes seulement, au théâtre Karl Marx, où se tenait la cérémonie de clôture, j'ai pu échanger quelques impressions avec eux. Ils m'ont remis deux publications, l'une sur le rôle de Staline et le développement du socialisme et l'autre intitulée "Los senderos posibles del Peru" (traduction du livre de EPO consacré au Pérou, ndlr). Les textes étaient en espagnol ! Nous trouvons difficilement des textes sur ces thèmes, surtout en raison du courant révisionniste et de la réaction. Le livre sur le Pérou m'a donné la vision la plus complète sur la situation objective de la révolution péruvienne, qui est le point lumineux pour l'ensemble du mouvement ouvrier en Amérique latine. Un livre que j'apprécie beaucoup.

Mais la raison de la lettre que je vous écris est le fait que le livre a été volé dans mon armoire à l'université. Avec l'aide de la police, le service de garde a fouillé toutes nos armoires. La répression politique frappe tous ceux qui considèrent que les choses doivent changer radicalement. La police exerce une répression violente contre nous et nous considère presque tous comme des guérilleros potentiels. Malheureusement, cela ne correspond pas à la réalité. Mais lorsque nous descendons dans la rue pour exiger un enseignement accessible à tous, la police nous réprime avec violence en faisant même usage d'armes à feu. Cette

répression radicalise la population. Certains se réfugient dans les montagnes et répondent par les armes à la violence policière. J'ai donc perdu mon livre dont j'ai besoin pour donner à mes camarades une image correcte de la révolution péruvienne. Je voudrais savoir comment et où je puis obtenir ce livre et si je puis éventuellement les diffuser moi-même. J'aimerais recevoir un catalogue et m'abonner à quelques-unes de vos revues.

Salutations chaleureuses d'un camarade du tiers monde, prêt à collaborer avec vous, car cela contribuera également à la lutte de libération de mon peuple.

**M. M.
Colombie**

Qui veut offrir un nouveau livre à ce camarade ? Contactez Hilde Meesters, tél. 02/513.77.60

Mes jeunes invités de Noël

Lors des fêtes de Noël, j'avais invité un réfugié. Je m'étais imaginé qu'il s'agirait d'un adulte. Mais l'asbl Frontières Ouvertes m'a confié deux enfants de 14 et 15 ans. Je ne comprenais même par leur langue... Je suis allé les accueillir en compagnie de mon fils. En cours de route, j'avais du mal à maîtriser mon émotion. Mon fils me disait : «Papa, tu ne vas tout de même pas pleurer en leur présence.» Mais au moment de les prendre en charge, c'est mon fils qui a pleuré le premier. A la télévision, nous voyons tant d'horreurs que cela ne nous touche plus vraiment. Mais lorsqu'on est confronté physiquement à la situation, on est bouleversé. Nous avons passé quatre journées inoubliables. Le jour de Noël, nous avons vu un reportage effrayant sur l'Afghanistan, le pays qu'un de nos hôtes avait fui. Cet enfant risque d'être renvoyé dans cet enfer. Il y a dix ans, j'ai visité le camp de concentration d'Auschwitz. Dans une salle où étaient conservés les vêtements des enfants prisonniers. Le guide, lui-même ancien prisonnier,

nous avait dit : «Ici, mesdames et messieurs, vous vous trouvez devant les ennemis d'Adolf Hitler». Pendant ces fêtes de Noël, j'ai fait la connaissance des ennemis de Tobback et Vande Lanotte, dans la personne de ces deux jeunes réfugiés. Je remercie mon camarade de Frontières Ouvertes de m'en avoir donné l'occasion.

**Frans V.
Hamme**

Vivre dans un taudis

Notre Syndicat de locataires a été contacté par une famille qui loue une maison délabrée et dont le propriétaire est médecin. Lorsqu'il pleut, l'eau ruisselle des murs à plusieurs endroits. L'étage est totalement inutilisable. La maison ne répond pas aux conditions d'hygiène et de sécurité les plus élémentaires. Il y a un sérieux problème d'humidité et de moisissure. Le service technique de la commune de Saint-Trond a confirmé la situation. A diverses reprises, les locataires ont demandé au propriétaire de remédier à ces problèmes, mais celui-ci n'a jamais fait procéder à aucune réparation. En désespoir de cause, les locataires ont arrêté partiellement le paiement de leur loyer. Ayant demandé conseil au Syndicat des locataires, ils ont toutefois repris le paiement intégral. Ils ont intenté une procédure devant le juge de Paix pour demander que le propriétaire soit condamné à exécuter les travaux nécessaires et à leur verser une indemnité pour trouble de jouissance. Le juge de Saint-Trond a cependant donné raison au propriétaire. Refusant de tenir compte des rapports de l'inspection de la santé et du service technique de la commune, ainsi que d'aller vérifier la situation sur place, il a ordonné aux locataires de quitter la maison dans la semaine après la signification du jugement. Cela signifie concrètement que la justice de Paix considère que les locataires d'un taudis n'ont pas le droit d'exiger les réparations nécessaires et

qu'ils n'ont donc pas droit à un logement décent. Pourtant la nouvelle loi sur la location exige que le logement réponde aux conditions élémentaires en matière de salubrité et de sécurité. Cette affaire n'est nullement un cas isolé.

**Rut Vanhex,
Juriste du syndicat
des locataires à Genk**

Anticommunisme dans la vidéothèque

Vendredi soir, le moment de la détente. Nous nous rendons donc à la vidéothèque, où on nous conseille un thriller qui nous figera dans notre fauteuil : "Cape Fear" (1991). Une soirée sans histoires passée devant l'écran avec un sachet de chips et une bière. Dès le début, le film donne les frissons : le psychopathe Max Cody (rôle brillant de Robert de Niro), condamné pour assassinat d'enfants et pour viols quitte sa cellule après quinze ans. Tout dans cette créature abominable inspire la répulsion. Mais alors arrive le moment de vérité : une image d'un mur de cellule où croupissent ces monstres tatoués, montre à côté des femmes nues habituelles le portrait de... Joseph Staline ! Vous avez fait l'association ? Joseph Staline = assassin psychopathe ! Mais Staline, n'était-il pas le dirigeant communiste dont la détermination a permis au peuple russe de vaincre Hitler et les nazis pendant la deuxième guerre mondiale ? Bien travaillé, le gars de la ligue anticommuniste.

**Jan V.
Deurne**

Lettre ouverte à la police

C'est à vous que je m'adresse. Vous qui avez doucement noyé les étudiants nous décisions

d'envahir de façon symbolique le Ministère des Finances et le PSC, vous, nos "amis" de la BSR, vous étiez au courant, bien malgré nous. Grâce aux taupes dans l'école. Donc, ceux que nous arrivions devant le lieu de la contestation, accompagnés de centaines d'étudiants motivés, vous, les gendarmes, nous attendiez pour nous empêcher d'entrer. La réaction des étudiants : «Nous sommes des moutons, nous vous suivons et nous bloquons des carrefours encore et toujours». Ce sont les seuls moyens que vous mettez à notre disposition. Le lendemain de cette ballade forcée à Charleroi, il n'y avait plus que 50 étudiants car vous avez convaincu de façon subtile et indirecte les autres de rester chez eux. Alors s'il vous plaît, arrêtez de venir nous voir avec un grand sourire du genre "vous sommes copains". Cette hypocrisie est manipulatrice. Un autre point me soulève le coeur, votre réaction à Liège a été honteuse, indigne d'un pays dit démocratique. On ose prétendre que des groupes extrémistes ont semé la pagaille. Pourtant des journalistes ont bien souligné que sur trente personnes arrêtées seulement deux n'étaient pas des étudiants. Nous avons touché un point sensible de notre société sinon l'ordre de charger n'aurait pas été donné. Nombre de citoyens ont de bonnes raisons de manifester. Le jour ou enfin nous serons tous réunis pour un "Tous ensemble" vous verrez enfin ce qu'est une vraie démocratie !

**Une étudiante
Charleroi**

Humour

Question : Quelle est la différence entre un téléphone public et un gouvernement ?
Réponse : Dans un téléphone public, on introduit d'abord l'argent, puis on fait son choix. Pour le gouvernement, on fait son choix d'abord, et on introduit son argent ensuite...

**V. G.
Anvers**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde.

Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gnc.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Naturalisation : pratique coloniale

Le premier ministre congolais Patrice Lumumba n'était pas "intégré"

La procédure de naturalisation belge ressemble particulièrement à celle imposée aux "évolués", à l'époque du Congo "belge", pour obtenir la "carte de civisme". Patrice Lumumba, premier ministre du Congo indépendant, a subi cette procédure et s'est vu refuser en première instance la dite carte.

Eddy Maes

Le Congo belge a introduit la "carte de civisme" en 1948. Pour l'acquérir, «l'indigène devait fournir la preuve de bonnes moeurs démontrant qu'il désire sincèrement accéder à un degré supérieur de civilisation» (1). Cette procédure ressemble furieusement à celle imposée aujourd'hui aux immigrés désireux d'acquérir la nationalité belge. C'est ce que révèle l'entretien entre Ng Sauw Thjoï, de l'association "De Brug" (La passerelle) et monsieur Rubbens, avocat pendant des années au Congo, devenu plus tard président de l'ONG "Broederlijk Delen". (BRTN, Radio 1, 8 janvier)

«Quel genre d'amis fréquentez-vous ?»

Patrice Lumumba révèle le déroulement de la procédure coloniale : «Toutes les pièces de l'habitation, à partir du salon, chambre à coucher, cuisine, jusqu'au WC, sont explorées de fond en comble, dans le but de déceler tout ce qui est incompatible avec les exigences de la vie civilisée.» (2) Devant le juge, «le requérant et son épouse subissent un interrogatoire très serré, comportant des questions compliquées et dont certaines constituent un dangereux piège, entre autres celles-ci : Qu'entendez-vous par immatriculation ? Dans quel but avez-vous demandé l'immatriculation ? (...) Que faites-vous pendant vos heures de loisirs ? Quels sont les genres d'amis que vous fréquentez ? Quels sont les livres que vous lisez, et les auteurs ?» (2) La demande

de Lumumba a été rejetée en première instance, pour «manque de maturité». Il a pourtant été élu premier ministre à l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960. Ce patriote, qui défendait l'indépendance et un Zaïre démocratique, a été assassiné le 17 janvier 1961. Mobutu, a joué un rôle dans ce meurtre. (7)

Dans le cadre de la nouvelle procédure de naturalisation des immigrés de la première génération prescrite par la loi Erdman, l'immigré doit répondre à des questions similaires : «Etudes suivies ou terminées par le requérant, diplômes obtenus. Le requérant possède-t-il des biens immobiliers en Belgique, à l'étranger ? Raisons pour lesquelles le requérant demande la nationalité. Quels éléments plaident en particulier pour l'intégration du requérant ?» Lors de l'enquête policière, l'immigré est soumis à des questions comme : «Mangez-vous à table ou assis sur un tapis ? De quelles associations êtes vous membre ? Savez-vous préparer des choux-fleur à la sauce blanche ?» «Le caractère humiliant de cette procédure est évident et constitue l'une des raisons pour lesquelles la tentative a échoué», écrit Crawford Young à propos de la procédure coloniale. (3) Jugement applicable à la procédure de naturalisation actuelle.

Intégration pour maintenir le pouvoir

Le débat sur les droits des "indigènes" s'est développé dès 1892, sans aboutir à des résultats concrets. Après la Deuxième



Pour conserver sa domination sur le Congo, la Belgique avait formé une classe d' "évolués". Ils devaient être «d'accord avec les idéaux et les principes de notre civilisation occidentale».

Guerre mondiale, la question s'est posée de manière plus urgente, sous la pression de la vague de décolonisation. Le principal souci du colonialisme consistait à se maintenir au pouvoir et à poursuivre l'exploitation. C'est ce que révèle la note confidentielle que l'organisation coloniale Fedacol adressait au ministre des colonies, Buisseret, en 1955 : «Il faut organiser une classe d'indigènes évolués qui se déclarent d'accord avec les idéaux et les principes de notre civilisation occidentale, et qui seront, à niveau égal, nos égaux en droit et devoirs; moins nombreux que la masse indigène, mais puissants et influents, ils seront ces alliés qu'il nous est indispensable de trouver auprès des communautés indigènes. Ces classes moyennes seront la bourgeoisie noire qui commence à se développer par-

tout, que nous devons aider à s'enrichir et à s'organiser et qui, comme tous les bourgeois du monde, seront opposés à tout bouleversement aussi bien intérieur que venant de l'étranger.» (4) «Pour éviter les insurrections populaires, il faut opter pour la voie de l'assimilation et prévoir à cet effet diverses étapes», concluait Piron, le substitut du Procureur du Roi à Léopoldville (5).

La lutte pour les droits entièrement égaux, hier et aujourd'hui

L'avocat Rubbens, qui a travaillé au Congo, s'est opposé à l'époque à la "carte de civisme". Il observait notamment que «l'on attaquait le problème par le mauvais bout : au lieu de perdre son temps à se

demandeur qui devait recevoir la carte, on aurait mieux fait de supprimer directement les marques de ségrégation raciale, peu à peu introduites dans toute la législation.» (6) Transposé à la situation actuelle, cela donne : «Ne perdons pas notre temps à perfectionner la loi, mais éliminons d'un seul coup toutes les discriminations légales par l'octroi automatique de la nationalité belge».

1. Piron et Devos, Wetboeken en wetten van Belgisch Congo, 1959, p. 152. 2. Crawford Young, "Introduction à la politique congolaise", C.R.S.P. 1968, p.56. 3. Ibidem p. 56. 4. Ibidem p. 35. 5. M. de Schrevel, "Les Forces politiques de la décolonisation congolaise jusqu'à la veille de l'Indépendance", UCL, p. 137. 6. Crawford Young, op.cit., p.55. 7. Ludo Martens, "Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba".

La BSR harcèle des antifascistes à Charleroi

Cent cinquante participants à la journée antifasciste

Myriam De Ly

Deux thèmes à l'ordre du jour : la réhabilitation d'Irma Laplasse et l'assassinat d'un jeune Roumain par la gendarmerie la semaine précédente, à Charleroi. Avant la conférence et l'animation, organisées par Unité Antifasciste, les jeunes de Rebelle s'étaient donné rendez-vous dans la salle. Quatre membres de la BSR se sont postés devant la porte pour les dissuader d'entrer. «Ils m'ont dit qu'il n'y avait rien à faire dans la salle, que je devais dégager», témoigne l'un d'eux. Le commissaire de la police de Charleroi a rejoint la BSR vers

14h30. Tout au long de l'après-midi et de la soirée, la BSR reste sur place. La gendarmerie peut tuer impunément; ceux qui la dénoncent sont surveillés et fichés. Berthe Ureel, fille d'un des résistants fusillés suite à la trahison d'Irma Laplasse, émeut : «Je suis fière de pouvoir m'exprimer en Wallonie, devant un public multiculturel. Je me bats maintenant avec Unité Antifasciste et le PTB, contre la réhabilitation d'Irma Laplasse et autres collaborateurs.» Juliette Pierre d'Unité Antifasciste et Yvonne Ledoux, secrétaire régionale du Front de l'Indépendance témoignent également. Par-

mi le public, de nombreux immigrés turcs et kurdes. Nacer Ammache, chanteur berbère de Kabylie, du groupe folklorique du Parti des Travailleurs du Kurdistan anime ensuite la soirée, suivi par Jean-Marie Flémal et ses poèmes. Les rapeurs Cool Bronnelles Cool et Magic Crew expriment ensuite la révolte contre la répression et le fascisme. Note discordante : la veille, l'Union des Antifascistes de Charleroi (UAF) a envoyé un communiqué aux journaux locaux, précisant «qu'elle n'a rien à voir avec Unité Antifasciste, une émanation du PTB», «qu'elle s'engage, au

nom des droits démocratiques, dans le refus de toute idéologie de parti unique et de dictature». Le communiqué qualifie d' «abus caractérisé... les tentatives du PTB de faire en sorte d'être assimilé à une association qui bénéficie d'un capital de sympathie». Le PTB n'a jamais caché les divergences politiques entre UAF et Unité Antifasciste. Il estime que le combat antifasciste se mène contre l'extrême droite, mais aussi et surtout contre les partis au pouvoir qui creusent le lit du fascisme et contribuent à fasciser l'État. Nous regrettons qu'UAF maintienne ces propos anticom-

munistes. Le PTB a toujours voulu un débat public sur les deux plates-formes. Il appelle à une unité d'action, malgré les divergences de stratégie. Il regrette que ni la proposition d'unité concernant le procès d'Irma Laplasse (une participation au débat), ni la proposition d'unité d'action contre la fusillade de la gendarmerie (manifestation avec les autres organisations à Charleroi), n'aient été acceptées par les responsables d'UAF. Il est dommage que leur refus de s'associer avec le PTB et Unité Antifasciste prime sur le combat commun contre le fascisme.